

4ème journée de l'ANEF

**Études féministes,
militantisme
et mouvement des femmes**

**Reid Hall, Paris
1 juin 1996**

Les propos, est-il nécessaire de le rappeler, n'engagent que leurs auteurs.

Décryptage: **Isabelle Pons**
Relectures: **Nicole Décuré, Michèle Ferrand, Nicky Lefeuvre, Hélène Rouch**
Photographies: **Nicole Décuré**

Sommaire

Partie 1 : Interventions

Introduction à la journée.....	5
Françoise Picq.....	7
Dominique Fougeyrollas.....	13
Marie-Victoire Louis.....	19
Débat.....	21

Partie 2 : Table ronde

Introduction.....	43
<i>Les Marie pas claire</i>	45
Commission anti-sexiste de l'UNEF-ID	51
Le CARES	55
<i>Les Sciences Potiches se rebellent</i>	59
<i>Mafalda</i>	63
Débat.....	67

Annexes

<i>En avant toutes!</i>	87
Glossaire des sigles utilisés	88

Introduction

Marie-Claire ROUYER

Enseignante, Université de Bordeaux III, responsable du CRIF (Centre de Recherches Interdisciplinaires sur les Femmes)

Pour cette quatrième journée de l'ANEF, nous avons choisi de situer notre colloque autour de trois termes: études féministes, militantisme et mouvement des femmes. Ils désignent des champs qui nous unissent et sans doute aussi nous distinguent. Ce colloque est donc destiné à susciter un débat, qui sera largement ouvert à toute la salle; mais nous avons pensé que pour l'introduire, il serait bon d'entendre le témoignage de chercheuses. Nous avons donc invité deux chercheuses dont les itinéraires et les engagements, militants ou scientifiques, sont différents, mais également importants. Il s'agit de Dominique Fougeyrollas, sociologue au CNRS, qui a participé à la création du GEDISST (Groupe d'Études sur la Division Sociale et Sexuelle du Travail). Dominique Fougeyrollas a été co-responsable de l'équipe; elle est aujourd'hui chercheuse associée à l'IRIS-TS de Paris-Dauphine (Institut de Recherches Institutionnelles et Sociales) où elle s'occupe du travail et de la société. Marie-Victoire Louis est également chercheuse au CNRS et responsable de l'Association contre les Violences Faites aux Femmes au Travail, ainsi que de la revue *Projets Féministes*. Nous leur avons demandé d'explicitier la manière dont elles articulent recherche et militantisme dans la convergence, mais aussi peut-être dans la distance, dans les objectifs qu'elles poursuivent et dans la façon dont elles se situent par rapport aux institutions (de recherche ou politiques) et par rapport au mouvement des femmes.

Pour la deuxième partie de la journée, nous avons demandé à de jeunes féministes (certaines sont déjà présentes ce matin), qui sont actives dans les universités au sein de groupes mixtes ou non-mixtes, de venir nous dire ce que représente pour elles, aujourd'hui, le féminisme et les études féministes, comment se pose pour elles la question de la mixité. C'est donc le problème de la transmission d'une génération à l'autre que nous allons pouvoir aborder avec elles, mais aussi avec toutes celles qui ont répondu à notre invitation aujourd'hui, notamment les militantes de la coordination féministe du Collectif pour les Droits des Femmes, qui nous font le plaisir de venir sur notre terrain de chercheuses féministes.

Pour introduire également ce débat, Françoise Picq, présidente de l'ANEF, se joindra à nos deux invitées. Elle s'exprimera, d'une part comme présidente sortante sur le bilan collectif qui est le nôtre et les choix politiques que nous avons à faire; d'autre part personnellement, en tant que chercheuse qui a fait du mouvement des femmes son objet de recherche, sans renier son itinéraire

militant et qui donc est tenue à une vigilance particulière. C'est ce dont elle va nous parler maintenant.

Françoise PICQ

Présidente de l'ANEF, Science politique, Université Paris-Dauphine

Pour sa quatrième journée annuelle, l'ANEF a choisi de réfléchir à son bilan autour de trois termes: études féministes, militantisme et mouvement des femmes, qui nous unissent et qui sans doute nous distinguent.

Pour introduire ce débat, je voudrais expliciter certaines relations de cohérence ou d'opposition entre les trois termes proposés.

Études féministes et militantisme

Le point de départ, bien sûr, c'est le Colloque de Toulouse en décembre 1982. Celui-ci a été à la fois le commencement de la reconnaissance institutionnelle des études féministes (avec l'ATP du CNRS "Recherches féministes et recherches sur les femmes", même si ce qui devait être un début est plutôt resté une parenthèse) et le démarrage d'une organisation collective du milieu des études féministes, avec la création d'associations régionales puis nationale et aujourd'hui celle des réseaux européens et internationaux.

Où en est-on 14 ans après Toulouse?

On peut hésiter entre le verre à moitié plein et le verre à moitié vide. Il y a eu d'indéniables succès, mais si lents.

Quand on constitue des dossiers pour les ministères, on présente nos bilans. On insiste sur la qualité de la recherche féministe française, sur l'utilité des postes d'études féministes et puis, de l'autre côté, on joue sur la corde chauvine en dénonçant le retard français en matière d'études féministes, cette argumentation double n'ayant qu'un objectif: convaincre les pouvoirs publics de faire plus pour les études féministes. Ce n'est pas le lieu où faire état de nos difficultés, de nos hésitations, de nos contradictions.

C'est de ceux-là, justement, que j'aimerais que nous discussions ensemble maintenant, comme un bilan de quatorze années de militantisme spécialisé.

En reprenant, à titre de comparaison, un article que j'avais écrit en 1983 dans *La Revue d'en face*¹, je dois dire que j'ai surtout été frappée par les progrès, par le fait que nous avons finalement su dépasser les contradictions qui nous divisaient le plus, même si, bien sûr, nous en avons inventé d'autres.

- La première contradiction, en 1983 c'était celle entre "Paris et Province" qui nous a empêchées de créer une association nationale, alors que nous venions d'organiser le premier colloque national et que l'avenir semblait prometteur.

Cette contradiction a été résorbée en 1989, parce qu'il fallait se regrouper pour exister en Europe. Mais cette obligation a été bénéfique pour toutes. La crainte de la domination parisienne s'est révélée infondée parce qu'il y a plus d'énergie et

¹ F. Picq, "Toulouse et après...". *La Revue d'en face* 14, automne 1983.

de stabilité en province. Je ne pense pas qu'aujourd'hui les provinciales sentent peser le centralisme; quant aux parisiennes, elles respirent dans l'association grâce aux provinciales.

- Le deuxième grand débat, qui a divisé l'APEF (Association pour les études féministes de la région Paris-Ile-de-France) à ses débuts, c'était entre la "recherche institutionnelle" et la "recherche hors-institution". Il était tel que nous avons dû établir des quotas dans le Conseil d'administration entre trois catégories: celles qui faisaient de la recherche féministe, institutionnellement; celles qui avaient un statut institutionnel mais faisaient de la recherche féministe en marge; et celles qui n'avaient pas de statut de chercheuse. Ce problème a aujourd'hui perdu beaucoup de son acuité, parce qu'il y a eu davantage de reconnaissance des études féministes et que des "hors-statuts" ont été intégrées, mais aussi sans doute parce que beaucoup ont abandonné. L'espace de la recherche "hors institutions" s'est beaucoup rétréci.
- Je notais un troisième problème: la méfiance à l'égard de celles qui pourraient tirer un bénéfice individuel du développement des études féministes. Et je plaçais pour l'association en 1983, justement "pour que les avancées des unes profitent à toutes... pour que l'information circule et réduise les privilèges de proximité, pour que les conflits soient encadrés, discutés, arbitrés et si possible résolus".

J'avais parfaitement conscience de mon idéalisme, mais je suis encore plus persuadée aujourd'hui que l'association a été utile, que cela aurait été bien pire sans elle. Le véritable problème, c'est le fait que tant de chercheuses ne soient pas adhérentes à l'ANEF, y compris parmi celles qui ont tiré des bénéfices personnels de l'action collective.

Pourquoi ne sont-elles pas à l'ANEF? C'est la question que nous nous posons sans cesse au C.A. Pour expliquer le décalage entre l'association et le milieu qu'elle cherche à représenter, il y a l'individualisme des chercheuses, mais il y a aussi, sans doute, des raisons liées au statut incertain de la recherche féministe, à l'image qui lui colle à la peau et finalement au point d'équilibre que l'ANEF a défini entre recherche et militantisme qui ne convient pas à toutes.

Les études féministes entre recherche et militantisme

Les études féministes ont leur origine (historique et théorique) dans le mouvement féministe des années 70. Elles ont pris quelques distances avec cette origine militante et les normes collectives qui ont été celles du MLF. Mais il pèse toujours sur elles un double soupçon d'illégitimité, de la part des institutions universitaires et de recherche, en raison de leur "péché originel" et de leur refus persistant de se soumettre aux règles en vigueur dans la "communauté scientifique". Mais comment pourrions-nous admettre la soi-disant neutralité ou ne pas inscrire nos travaux dans une perspective de transformation? De l'autre côté, il y a un soupçon d'illégitimité de la part du mouvement des femmes, en raison de la distance prise avec l'origine militante, de la rupture avec certains principes radicaux

des années 70 (notamment l'interdit sur l'intégration aux institutions ou la "promotion individuelle").

Nous sommes donc dans une position particulièrement inconfortable mais à laquelle on ne pourrait échapper, me semble-t-il, qu'en abandonnant une part de ce qui fait notre identité.

Par rapport aux institutions

Nous avons choisi de nous désigner par le terme d'études "féministes" plutôt que par d'autres qualificatifs qui seraient plus faciles à faire admettre dans l'institution, comme l'adjectif "féminin", le génitif "de femmes" ou d'autres encore comme "de genre" ou "sur les rapports sociaux de sexe". Nous nous sommes expliquées sur ce choix, notamment dans le document que nous avons élaboré à l'occasion du Colloque de recherche de préparation de Pékin. Nous précisons qu'il ne s'agissait pas de délimiter un domaine, de définir un objet d'études ou un sujet sexué, mais d'indiquer une démarche scientifique qui prend ses ancrages théoriques dans le mouvement des femmes². Il est clair que cela confère une connotation politique (donc non scientifique). C'est pourquoi, sans doute, beaucoup de chercheuses, qui ont une autre stratégie de légitimation, individuelle ou d'équipe, préfèrent ne pas se "mouiller" en étant à l'ANEF; elles aiment mieux "s'informer" en s'abonnant au bulletin de l'ANEF.

Nous qui avons choisi une démarche collective, avons à faire des choix collectifs. Cela a été le cas l'an dernier quand le problème de notre rapport aux institutions s'est posé concrètement. Au nom de l'ANEF, j'avais pris contact avec la Mission de préparation de Pékin et j'ai été invitée, ainsi que d'autres membres de l'ANEF, à faire partie du Conseil scientifique du Colloque international de recherche. Or il est apparu que la participation à ce Colloque divisait profondément le milieu de la recherche féministe (parmi les adhérentes de l'association, mais surtout, il faut bien le dire, parmi celles qui n'avaient pas choisi la stratégie collective). Pour certaines, il y avait une occasion de légitimation des études féministes, qu'il fallait saisir, même s'il fallait se battre sur certains points, pour d'autres c'était un risque de récupération par "le pouvoir" ou par des hommes. Devant la profondeur des oppositions, le Conseil d'administration de l'ANEF a décidé de se désengager et de renvoyer chacune à ses choix individuels, ce qui est un peu un échec de la démarche associative; mais l'unité était à ce prix.

Par rapport au mouvement des femmes

Comme je le disais, il y a dans les études féministes une certaine prise de distance avec les points de vue radicaux et les normes contestataires des années 70. Et pas seulement parce que c'est le prix à payer pour un début de reconnaissance

² ANEF, *Etudes féministes et études sur les femmes en France en 1995*, Supplément au *Bulletin de l'ANEF* n°18. Ce texte, qui répond au rapport présenté par la France à l'occasion de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, a aussi été publié dans les Actes du colloque: *La place des femmes, les enjeux de l'égalité et de l'identité au regard des sciences sociales*. Paris: La Découverte, 1995.

institutionnelle. Rose-Marie Lagrave n'a pas tout à fait tort quand elle analyse le Colloque de Toulouse et plus encore l'ATP du CNRS comme un filtre entre mouvement social et recherche³. Mais c'est justement, je pense, pour se protéger d'une dérive individuelle que nous avons créé les associations, pour contrebalancer celle-ci par une démarche collective.

La prise de distance critique à l'égard du mouvement féministe ne signifie pas rupture ou reniement, c'est aussi une forme de fidélité à ce qu'il y a eu de créatif et de novateur dans le mouvement. Au colloque du GEF, "Crise de la société, féminisme et changement", qui réunissait en 1988 celles qui avaient fait une recherche dans le troisième axe (mouvement des femmes) de l'ATP, nous avons constaté chez les chercheuses féministes le même "regard un peu distant sur nous et sur le mouvement"; une attitude faite de connaissance intime, d'esprit critique mais positif⁴. Prendre pour objet de recherche (même féministe) le mouvement des femmes, c'est forcément adopter à son égard l'analyse critique, éventuellement au détriment de l'utilité politique. Il y a une différence entre l'éthique de la recherche (qui préfère la lucidité sur toute autre ordre de considération) et le discours politique, qui vise à atteindre le but désiré (convaincre, conseiller ou dissuader, accuser ou défendre)⁵. Je pense qu'il est important de distinguer ces deux types de discours et de savoir où on se situe et comment gérer d'éventuelles contradictions. Pour ma part, j'ai tendance à privilégier la position de chercheuse, à me sentir chercheuse d'abord. Peut-être est-ce parce que je "travaille" sur le mouvement des femmes. Je suis obligée de me situer en extériorité, sans doute plus que d'autres dont l'objet de recherche est d'emblée plus distinct. En tous cas, c'est une question dont j'aimerais vraiment que nous débattions ici parce que je me sens souvent dans une position très inconfortable. J'ai le sentiment qu'on attend de moi plus d'adéquation avec des objectifs politiques, que je partage pour l'essentiel mais avec lesquels je garde toujours un minimum de distance.

Militantisme et mouvement des femmes

Dernière approche: les chercheuses féministes sont-elles des militantes comme les autres dans le mouvement des femmes? Ou bien leur statut de chercheuses les met-il dans une situation particulière? Peut-on revendiquer une position d'expertise sur les questions que nous travaillons et, si oui, cela ne nous donne-t-il pas des obligations particulières de rigueur, de sérieux dans l'analyse? Cela ne nous pose-t-il pas des problèmes, d'un autre côté, par rapport à l'utilité politique de ce que nous disons? Cette question me semble particulièrement

³ R.M. Lagrave, "Recherches féministes ou recherches sur les femmes?". *Actes de la recherche*, n°83, 1990

⁴ Groupe d'études féministes de l'université Paris VII. *Crises de la société, féminisme et changement*. Revue d'en face-Editions Tierce, 1991 (en particulier, F. Picq, "Si c'était à refaire...").

⁵ Sur l'analyse et l'utilité de cette distinction j'emprunte à l'exposé fait par Marcelle Marini, "A propos de Bourdieu", au Séminaire "Le sexe de la décision" de la Maison des Sciences de l'Homme. En espérant que ce texte sera publié.

cruciale dans la préparation des Assises nationales pour les droits des femmes. C'est une occasion extraordinaire pour les études féministes de sortir sur le terrain où elles ont une réalité sociale, de confronter des travaux théoriques avec une pratique vivante, mais cela crée une situation nouvelle dont nous devons prendre la mesure.

(Michèle FERRAND demande une définition du filtre.)

C'est Rose-Marie Lagrave, qui parlait du Colloque de Toulouse comme ayant été une sorte de filtre entre un "avant" militant et un "après" plus recherche. Tu as bien vu, toi en particulier comment l'ATP a pu filtrer une recherche militante. Elle parlait de filtre, avec un "f", au sens de passoire, pas un philtre d'amour.

Dominique FOUGEYROLLAS-SCHWEBEL

Elle prenait le développement des recherches féministes comme assujetti à des formes d'institutionnalisation et de labélisation de bonnes ou de mauvaises recherches avec les différentes hiérarchies qui étaient établies dans le champ des recherches, mais elle établissait aussi une hiérarchie dans les groupes existants.

Dominique FOUGEYROLLAS-SCHWEBEL

C'est peut-être comme participante aux rencontres organisées au sein de la coordination féministe pour la préparation des Assises du droit des femmes du printemps 1997 que j'ai été sollicitée pour contribuer à notre débat d'aujourd'hui. Rappelons que la coordination féministe regroupe divers mouvements et associations de femmes, syndicalistes et militantes féministes. J'ai été, dans ce cadre, associée à des discussions autour des thèmes du travail et du travail domestique. Ce type de rencontre est en effet crucial pour réfléchir sur le thème retenu: recherche, féminisme, militantisme et mouvement des femmes. Je ne ferai pas l'exposé d'une thèse. Tout au plus vais-je essayer d'explicitier mon parcours et mon point de vue afin d'introduire des éléments de discussion.

En premier lieu, je citerai ma participation en tant que membre nommé au Conseil National de l'Information Statistique au titre des associations, donc nommée par le Secrétariat des droits des femmes à l'époque: j'y suis au nom de l'ANEF. Juste deux mots maintenant, puis dans la discussion on pourra revenir sur ce qu'est le Conseil National de la Statistique. Le CNIS, comme le Conseil Économique et Social, est une institution qui associe un certain nombre d'experts et un certain nombre de représentants de ce qu'on appelle les partenaires sociaux, donc les syndicats, des associations professionnelles, etc. Le Conseil National de la Statistique est une instance de création relativement récente qui a pour vocation de donner un visa national sur les différentes enquêtes statistiques. C'est, en quelque sorte, une certaine image institutionnelle de la société et je pense que c'est un point important que l'ANEF y soit représentée et que la participation de l'ANEF à différentes formes du débat social mérite réflexion.

Je ferai d'abord un point rapide sur l'évolution de mes recherches en insistant sur ce que j'ai le plus à cœur de défendre. Je reviendrai ensuite sur la priorité que revêtent à mes yeux des rencontres entre syndicalistes, mouvements associatifs divers et associations des recherches féministes. Et c'est à partir de cet éclairage que j'essaierai de répondre aux questions posées sur les liens entre études féministes, militantisme et mouvement social.

L'analyse du travail domestique et de ses transformations en relation avec le travail salarié permet d'envisager d'emblée les transformations de la famille et des formes collectives de consommation comme corrélatives et non substitutives. La position sociale des femmes résulte des articulations qui s'opèrent entre les relations marchandes et non marchandes et de leur double inscription dans le salariat et dans le travail domestique. L'enjeu pour les femmes est alors de se déprendre de l'aliénation à la fois du travail salarié et du travail domestique, et c'est pourquoi la double maîtrise du temps et de l'argent est au centre de leurs préoccupations: les luttes contre la misère et la faiblesse des revenus, les luttes contre la dépendance du service aux personnes jalonnent la "marche vers l'égalité" et la conquête de l'autonomie pour les femmes.

C'est à partir de cette perspective que le point de vue féministe permet de re-éclairer l'ensemble de la question du travail et qu'il est nécessaire de contribuer aux débats actuels sur ces questions: les métamorphoses du salariat, la fin du travail, etc. Il est prioritaire de faire prendre en compte la dimension des rapports de sexe dans les analyses et dans les mesures sociales qui sont préconisées. On constate pourtant combien il faut répéter en permanence qu'il n'y a pas de modèle pré-défini, d'un côté le travail salarié aux hommes, de l'autre côté le travail domestique aux femmes, mais un recouvrement pour les femmes du travail salarié et du travail domestique, recouvrement dont le degré peut varier selon les conditions sociales, selon le cycle de vie.

Aujourd'hui je m'intéresse plus particulièrement aux transformations liées à l'évolution des formes d'emploi, à la crise économique, notamment aux crises du système de protection sociale. Il s'agit de comprendre quelles sont les logiques multiples et contradictoires qui s'affrontent dans cette crise. Par exemple quels liens doit-on établir entre l'évolution des rapports entre les sexes, notamment l'accroissement continu de la salarisation féminine, et certains aspects de la crise concernant les dépenses publiques de prise en charge des enfants et des personnes dépendantes? De tels phénomènes auraient dû disqualifier toute analyse fondée sur l'idée d'une marginalisation des femmes dans le travail et pourtant peu de recherches établissent le lien entre les transformations du travail salarié et l'évolution du travail domestique.

La salarisation féminine se caractérise aujourd'hui par de fortes polarisations des emplois. La généralisation du travail salarié, et plus particulièrement l'intégration des femmes aux forces de travail reconnues qualifiées, porte en elle de nouvelles évaluations des rapports entre les sexes. L'économie use de forces de travail qui n'ont rien d'anonyme, c'est l'illusion des relations marchandes qui laisse à penser que les individus sont interchangeableables. Mais cette illusion est productive de nouvelles exigences d'égalité entre les personnes et de mise en cause, au profit des qualités individuelles de compétence, des relations fondées sur le statut social. Dans le même temps, le développement des emplois de services et le maintien des emplois de faible qualification témoignent de la difficulté à faire reconnaître la qualification sociale de la relation de service comme une activité professionnelle. Apparaissent ainsi de nouvelles contradictions et des exigences antagoniques entre les femmes sans qualification qui entrent sur le marché du travail comme employées de service et les femmes très qualifiées qui exigent l'effacement de toute référence à des qualités féminines.

Il est en effet important de mettre l'accent sur les transformations qui résultent des modifications de la place des femmes dans la hiérarchie sociale du travail. En particulier, l'intégration en nombre de plus en plus important des femmes qualifiées ouvre à de nouvelles évaluations des rapports entre les sexes et ceci alors même—et je ne vais pas en faire l'analyse maintenant—que la

pérennité d'un certain nombre d'inégalités reste patente. En m'intéressant aux transformations du travail domestique et à ses formes de socialisation et à ce que l'on appelle les emplois de service, les emplois de proximité, je cherche ainsi à interroger les formes d'opposition, de contradiction ou d'antagonisme qui peuvent émerger entre les femmes très qualifiées et les femmes sans qualification: ces interrogations nous renvoient dans une certaine mesure aux fondements théoriques du féminisme lorsqu'on oppose féminisme universaliste ou différentialiste. Les salariées qualifiées exigent dans leur participation au travail d'être reconnues pour leur qualification; elles exigent avec force, non pas que toute différenciation entre hommes et femmes dans le travail soit niée, parce que c'est bien aussi en tant que femme qu'elles trouvent leur réalisation personnelle, mais que l'exercice d'une profession ne soit pas différent pour une femme que pour un homme: le label d'ingénieur n'est plus sexué. La non-mixité des écoles d'ingénieurs a disparu: il fut une époque, bien sûr pas si lointaine, où il y avait Polytechnique féminine et Polytechnique, tout court, de fait réservé aux hommes. Aujourd'hui l'enjeu est expressément de dénoncer toute différenciation dans la qualification qui serait fondée sur le sexe. Au contraire, même si on peut déplorer les formes politiques et sociales qui sont données aux emplois de service, aux emplois de proximité, il faut avoir à l'esprit que c'est sur la base de leur qualité de femmes que les femmes sont reconnues dans leur travail d'employées de service. Même si on doit dénoncer, d'un certain nombre de points de vue, que les emplois de femme de ménage ne sont pas réservés aux femmes, qu'ils sont potentiellement mixtes, il faut garder présent à l'esprit qu'aujourd'hui ces emplois constituent encore les premières formes d'insertion dans le salariat pour les femmes. De même les hommes restent orientés vers les métiers qui s'appuient sur leurs qualités masculines de virilité et toutes les valeurs qui y sont associées. On a les métiers masculins comme ceux du bâtiment, de la menuiserie, etc., et les métiers féminins inscrits dans la relation aux personnes, dans les transformations des relations de service. C'est pourquoi il est important d'évaluer ce qui fonde les qualifications féminines et masculines parce qu'elles sont un des aspects qui définit les rapports de sexe. Si les femmes restent socialement définies par rapport au travail domestique, les qualifications et le contenu qui y sont attachés prennent nécessairement des significations tout à fait différentes selon les situations. Il y a incontestablement des modalités très diverses selon les formes de qualification de ce qu'on peut attendre des qualités féminines.

Ainsi, que retenir des avancées théoriques du féminisme? Pour moi l'apport en termes de recherches au cours des vingt dernières années c'est, comme je viens d'en témoigner fort succinctement et donc fort mal, un renouvellement des perspectives de recherches sociologiques et économiques sur le travail. Mais ce qui est tout aussi important, ce sont les possibilités nouvelles des recherches sur le féminisme, recherches menées par les

historiennes et les historiens d'abord, par les politologues et par les sociologues (femmes et hommes travaillant sur les mouvements sociaux). Ce travail de réflexion sur ce que représente le féminisme pour nombre d'entre nous qui l'avons vécu en actes, par notre engagement dans des formes diverses, me paraît une étape très importante. Aujourd'hui il me paraît essentiel que l'on explicite vraiment ce que représente le féminisme, dans ses dimensions historiques: comment penser l'histoire du féminisme au 19ème siècle par rapport à aujourd'hui, comment reconnaître les continuités ou les ruptures? L'autre question se rapporte aux analyses du féminisme comme mouvement politique du point de vue des sociologues et des politologues: le féminisme comme mouvement social. Quels critères sont adoptés pour qualifier le féminisme comme mouvement social, à l'inverse quels sont les mouvements sociaux qui reprennent à leur propre compte les critères du féminisme? Nous confronter sur ces questions est ainsi prioritaire pour identifier des positions différentes, contradictoires, antagoniques si l'on veut travailler et donc dialoguer ensemble. De nouvelles contributions devraient résulter de points de vue qui intègrent davantage les débats propres aux analyses du féminisme: ces perspectives permettent de mieux comprendre les analyses contradictoires qui peuvent se dégager entre les attributions respectives attendues de la sphère privée et de la sphère publique. J'attends ainsi beaucoup de nouvelles perspectives de recherches qui établissent davantage les liens entre les évolutions récentes du féminisme et les transformations économiques et sociales.

Par exemple, l'affrontement entre féministes universalistes et féministes de la différence peut être vu comme l'opposition des valeurs de la sphère privée par rapport aux valeurs de la sphère économique et sociale. Une première version du féminisme correspond à l'intégration dans le domaine politique en insistant sur le droit individuel des femmes comme citoyennes. L'autre courant dénonce cette intégration dans la politique telle qu'elle a été définie par les hommes au profit des rôles et des responsabilités traditionnels des femmes dans la famille et des valeurs qui y sont attachées. Cette dénonciation jette les bases d'une critique de la scène publique et d'une vision alternative de la politique.

Le dernier point que j'avancerai concerne la façon dont j'établis les liens entre activités de recherche et féminisme. Dans le texte de ma communication présentée pour le colloque international sur "Recherches féministes à l'université, comparaison entre le Brésil, la France et le Québec" qui s'est tenu à Rio en juin 1994, j'avais pris comme exemple les discussions que nous avons menés collectivement lors de la création du GEDISST, unité de recherche propre du CNRS. Quand nous avons fondé le GEDISST nous insistions pour dire que ce n'était pas un groupe féministe mais un groupe du CNRS. Certaines ont vu une crainte de déconsidération du groupe s'il était traité de féministe. C'est en effet une certaine pratique des commissions du CNRS que de surclasser les recherches non féministes et de déclasser les recherches féministes. Je voudrais

insister sur cette idée: pour moi refuser d'englober un groupe du CNRS dans le terme de féminisme n'était pas une crainte de déconsidération mais le refus d'une certaine forme d'usurpation d'un terme propre au mouvement politique et militant. C'était un abus de langage que d'affirmer une identité de féministe dans une institution de recherche. Selon moi le féminisme couvre des domaines beaucoup plus larges que ce que pouvait être la recherche académique. Par là je veux dire que ce n'est pas l'affirmation d'un point de vue féministe et donc d'un point de vue militant qui implique que la recherche serait de mauvaise qualité parce que définie à partir d'une perspective trop obtuse ou restrictive. Toute recherche repose sur une certaine forme de parti pris, et au contraire les chercheuses ou chercheurs qui privilégient un point de vue militant sont plus conscients de leur parti pris. Dans l'opposition que l'on avance souvent entre recherche et militantisme, les activités de recherche permettant une vue plus large des questions que le point de vue militant, je voudrais au contraire inverser la proposition et souligner que ce sont les recherches qui par définition et par nécessité méthodologique adoptent un point de vue de spécialiste qui restreint le point de vue. Pour mener à bien une recherche, il faut adopter une méthodologie propre à une discipline et sur cette base fonder son raisonnement et apporter la preuve de la véracité des hypothèses avancées. L'aboutissement d'une recherche, c'est de montrer ce qu'il y avait de valide ou au contraire de non pertinent dans les propositions de départ de la recherche. A l'inverse, le féminisme représente pour moi avant tout un point de vue critique. Bien sûr, pour mener à bien une recherche une certaine dose de pensée critique est fondamentale mais je crois qu'il faut aussi insister sur les impératifs du travail de recherche qui imposent de produire des résultats, des conclusions qui servent de bases à de nouvelles mises en cause et à de nouvelles recherches.

En effet, si le féminisme est un point de vue critique, c'est aussi un point de vue utopique ou je pourrais peut-être dire, dans l'autre sens, c'est un point de vue utopique et donc critique. En ce sens, le point de vue du féminisme n'a pas l'ambition de parvenir à une élaboration conceptuelle. C'est pourquoi du fait qu'activité de recherche et activité militante sont des activités qui ne se recouvrent que partiellement, ce qui compte c'est de pouvoir créer des lieux précisément où le travail de chercheuse puisse être confronté à d'autres points de vue. Ce qui est alors important c'est de définir des conditions de cette confrontation, de ce dialogue qui ne soient pas source de tension ou l'occasion de créer de nouvelles hiérarchies entre les experts plus proches du savoir et du pouvoir et ceux qui n'ont que les mots de leur vécu pour s'exprimer. C'est ici que la définition d'objectifs politiques communs est prioritaire pour fonder les bases de ces échanges, pour que n'émergent pas préalablement des positions qui prévaudraient sur les autres. Quand je dis cela, je ne veux pas dire qu'il faille dénier ce qu'apportent les recherches: ce sont des outils pour la réflexion, pour élargir le point de vue individuel et prendre la mesure entre ce qui est individuel

et ce qui est collectif, par exemple. Il s'agit alors de transmettre les résultats des analyses, mais de manière telle qu'elles ne soient pas la source d'une nouvelle autorité.

Marie-Victoire LOUIS

Sociologue CNRS/CADIS, Présidente de l'AVFT, Responsable de la revue Projets Féministes

Lorsque Françoise Picq m'a proposé, il y a environ deux semaines, de prendre la parole aujourd'hui sur le thème des rapports entre militantisme et féminisme, j'en ai tout de suite accepté le principe. Mais, en mon for intérieur, je me souviens avoir pensé quelque chose qui se situe entre: "Ce n'est pas trop tôt!" et: "N'est-ce pas trop tard?". Cette distanciation entre recherches et militantisme—pour ne pas parler de dissociation—et plus précisément l'absence de réponse claire donnée par l'ANEF à cette question est d'ailleurs l'une des raisons qui explique que je n'y ai jamais adhéré. Cependant, lorsque Françoise m'a proposé de prendre la parole dix minutes, j'ai refusé immédiatement, assez vivement. Je lui ai en effet expliqué que le thème de cette journée était au cœur de plus de quinze années de questionnements, d'engagements, de recherches, au cœur de quinze années de ma propre vie. Françoise m'a alors proposé de modifier l'organisation de cette journée et de m'accorder une demi-heure, ce que j'ai alors—sans doute un peu rapidement—accepté.

Il se trouve, par ailleurs, que durant ces quinze jours, l'action militante ne m'a laissé que peu de temps. En effet, l'Association Européenne contre les violences faites aux femmes au travail (AVFT)—dont je suis, avec d'autres femmes, responsable—a décidé, le 13 mai, contre le gouvernement, une grève illimitée qui comme vous pouvez l'imaginer assez aisément, a exigé beaucoup de travail. Et ce, au moment où nous organisons pour le 30 mai, sur le Parvis des droits de l'homme du Trocadéro, une manifestation pour la grâce de Véronique Akobé sans expulsion du territoire français. Mais ces contraintes extérieures, rapidement évoquées ici, n'expliquent pas, loin de là, le vide qui m'envahissait dès lors que je réfléchissais à l'utilisation de mon temps de parole pour la journée d'aujourd'hui. Je me suis alors demandée ce qui pouvait expliquer ce blocage, dont je ne suis pas par ailleurs coutumière. Là encore, le néant. C'est alors que je suis "tombée" sur un article du *Monde* évoquant les cafés philosophiques. Et là, j'ai compris, a contrario, les raisons de ma difficulté à parler ici, même une demi-heure. Les fondements sur lesquels ces cafés se sont construits me permettaient de mieux comprendre les raisons pour lesquelles je ne me sens pas aujourd'hui à l'aise pour parler. Et de mieux comprendre ce que j'aurais idéalement souhaité comme méthode d'intervention.

Parler non pas ex cathedra, mais en partageant la parole avec d'autres. Parler non pas derrière une table, mais dans un environnement qui, spatialement, n'empêche pas la communication. Parler, mais sans cette organisation de la journée qui sépare les intervenantes du matin, plus ou moins chargées de la "théorie", des jeunes féministes, plus ou moins chargées, l'après-midi, d'évoquer leurs "pratiques". Parler non pas une demi-heure mais un temps suffisamment

long pour évoquer mille questions qui ont jalonné mon itinéraire et le vôtre. Cet article du *Monde* m'a fait prendre conscience de mon aspiration à des discussions confiantes—confiance sans laquelle il n'y a pas d'échanges positifs—où tout peut, a priori, être remis en question et ce, par tout le monde.

Sans évoquer le fait que le non-dit entre féministes—qui est partiellement la cause de mon départ de deux laboratoires de recherches féministes—est tellement lourd que la discussion ici ne pouvait qu'être insignifiante ou exiger trop de temps. En effet, durant ces quinze dernières années, où j'ai travaillé avec des féministes, où j'ai côtoyé nombre d'entre elles, nombre d'entre vous, ce qui m'a toujours frappée c'est la très grande difficulté de dissocier la critique des idées de la critique des femmes qui les portent, ainsi que la quasi-impossibilité d'une autocritique des féministes⁶ de ma génération. Elle est, me semble-t-il, incontournable pour ne pas s'enfermer dans un statut théorico-politique que l'on pourrait, dans certaines situations, qualifier de "dernier carré de l'avant-garde".

C'est la raison pour laquelle—et tout en m'excusant auprès des organisatrices et de Françoise Picq en particulier—je ne prendrai donc pas la parole aujourd'hui.

Je voulais dire deux choses simples auxquelles je tiens.

Je n'ai jamais vécu aucune contradiction entre mon statut de chercheuse et mon statut de militante.

Au sein de l'AVFT, des articles, des recherches féministes sont menées par des femmes qui n'étaient ni féministes, ni militantes, ni chercheuses.

Voilà, je vous remercie.

⁶ Marie-Victoire Louis. "Éléments pour une critique du rapport des féministes françaises au pouvoir". *La démocratie à la française ou les femmes indésirables*. Sous la direction d'Eliane Viennot. Publications de l'Université Paris VII-Denis Diderot. Collection des *Cahiers du CEDREF*. 1995.

LE DÉBAT

Rita THALMANN

Professeur émérite, Université Paris VII-Denis Diderot

Si je mentionne pour commencer le fait d'avoir été dès 1980 à l'origine d'un groupe de recherche d'histoire des femmes des pays industrialisés en région Centre, qui a contribué au colloque *Femmes-Féminisme-Recherche* de Toulouse, groupe qui s'est développé en Centre d'Études et de Recherche Inter-européennes Contemporaines (CERIC) avec la création du séminaire *Sexe et Race* à partir de 1984 à l'Université Paris VII, ce n'est pas pour en tirer vanité, mais pour situer mon intervention. Intervention qui n'est pas une question mais le bref exposé d'un problème, pour ne pas dire d'un malaise, de l'adhérente fidèle, sans doute déjà "ancienne combattante" de l'ANEF. J'avoue, en effet, ne pas comprendre la question soulevée par Françoise Picq: comment gérer la contradiction entre éthique de la recherche et discours politique? Il me semble d'ailleurs que Marie-Victoire Louis a déjà un peu répondu en demandant s'il y a lieu de dissocier les deux. Il faut s'entendre, sans doute, sur le terme "politique". Pour nous, féministes, les droits des femmes s'inscrivent-ils seulement dans une utopie, voire dans un univers aseptisé de recherche "objective" ou dans une réalité impliquant un changement de société? S'entendre dire que l'histoire de la deuxième guerre mondiale et de la "Solution finale" est ringarde alors qu'intervient l'affaire Garaudy/Abbé Pierre, est-ce dire que ce débat hautement politique ne concerne pas des chercheuses féministes? Tout comme celui du foulard islamique ou les attaques de l'extrême-droite qu'a vécues Fiammetta Venner lors du procès qui lui fut intenté après la parution de son livre sur les commandos anti-avortement? Si je cite ces trois exemples différents, auxquels je pourrais ajouter l'appel récent aux enseignants, émanant du Front national qui vient de créer un mouvement à leur intention au sein de l'Education nationale, c'est parce qu'il me semble qu'on n'entend pas assez la voix, que l'on ne sent pas assez la présence de l'ANEF dans des problèmes de société qui nous concernent au premier chef. Quand j'ai fait accepter par le Conseil exécutif de la LICRA (Ligue Internationale contre le Racisme et l'Antisémitisme) la participation à la manifestation de la CADAC⁷, ce n'était pas évident, pas plus d'ailleurs que le refus du foulard par la section "Education" de la Commission nationale consultative des droits de l'homme, pourtant présidée par une enseignante-chercheuse à l'époque. Le délégué de la Ligue des Droits de l'Homme, plaidant pour la "tolérance", alla jusqu'à disqualifier mon refus en déclarant que c'était bien là un discours féministe, qualité qui lui paraissait manifestement incompatible avec la défense des droits de l'homme! C'est dire la nécessité pour l'ANEF de s'ouvrir davantage aux problèmes de société, au lieu de les éluder, par je ne sais quel souci d'unité, en cette période de crise profonde et de régression des droits et des libertés fondamentales. Nous sommes une association modeste,

⁷ [Coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception](#)

certes, mais prenons garde de ne pas devenir une sorte de phalanstère au lieu de nous ouvrir au débat, de participer à la vie associative, qui ne peut que féconder notre recherche. Ce n'est pas un hasard si nous sommes un des pays qui a le moins produit d'études féministes sur les problèmes de xénophobie, de racisme et d'antisémitisme en général, sur le comportement des femmes par rapport aux nationalismes et aux fascismes en particulier. Le C.A. a décidé, et je l'ai regretté, de reporter le thème sur "racisme-antisémitisme" prévu pour la Journée de l'ANEF 1996 à celle de l'année prochaine. Je souhaite que ce thème ne soit pas abandonné à quelques féministes spécialisées qui serviraient en quelque sorte d'alibi, mais devienne un thème central de réflexion de l'ANEF, illustrant le lien fondamental entre notre éthique de la recherche et la défense des droits de la personne humaine qui relève, en osant appeler les choses par leur nom, du "politique". Voilà ce que j'avais à dire pour lever un malaise que je sais partager avec quelques membres de l'ANEF.

Maya SURDUTS

J'étais un peu gênée par une tonalité—celles qui me connaissent savent que je suis une militante d'extrême-gauche—j'étais un peu gênée donc par une certaine neutralité dans le discours de plusieurs des copines qui ont pris la parole tout à l'heure. Je pense que nous sommes, et je partage donc tout à fait ce que vient de dire Rita Thalmann et ce qu'a dit Marie-Victoire Louis, malgré des divergences, par ailleurs importantes, dans une période de transition au niveau mondial. L'effondrement des pays de l'Est modifie la donne totalement et nous sommes aujourd'hui dans une situation au plan économique, politique, social et idéologique sans précédent où la gravité de la situation fait que les façons de se positionner pour y réagir sont multiformes et variées. On a une segmentation, je ne suis peut-être pas pour employer le terme "fracture sociale" qui peut être gênant, on a donc une segmentation et pas seulement ici mais au niveau mondial. Nous sommes à la veille du "contre-G7", moi je suis un peu de celles qui se préoccupent de cette histoire, enfin du G7 et "contre-G7" qui aura lieu à Lyon: nous sommes arrivés à une situation où, au plan mondial, c'est la Banque mondiale, les multinationales etc., qui dictent les règles du jeu et qui créent une situation sans précédent au niveau des attaques et de la remise en question des acquis à travers la planète, même s'il convient de différencier entre le Nord et le Sud. Je tiens quand même à dire que l'Europe est devenue une cible privilégiée au niveau de l'ajustement. Tout ça, ici, on dirait que ça n'existe pas.

Je m'excuse, on ne peut pas non plus parler de l'emploi. J'étais un peu gênée, Dominique, car tu portes un discours sur l'emploi des femmes, sur les petits boulots, la proximité comme ça qui me paraît un petit peu... Il y a, au contraire, une segmentation de plus en plus grande. Il y a, ou j'ai mal compris, excuse-moi, Dominique, si j'ai mal compris, il y a aujourd'hui, très précisément

en France, une loi quinquennale votée en 1994 qui fait la part belle à la flexibilité et qui met les femmes au centre de ce dispositif, dispositif aggravé par l'accord du 31 octobre 1995 sur l'annualisation du temps de travail.

Là-dessus, on assiste à une fragmentation, à des divisions et tout ça occasionne des positionnements extrêmement complexes. Les attaques, sur le plan économique, sont accompagnées et vont de pair avec une aggravation du chômage que ni la droite, ni la gauche n'arrivent à contenir. En réalité, la gauche n'a mené aucune lutte qui pouvait répondre aux difficultés sur le plan économique et sur le plan politique avec la nouvelle situation créée par l'effondrement des pays de l'Est. Ça a été un échec, la droite est arrivée et n'a fait que poursuivre et aggraver un certain type de politique. Que se passe-t-il face à ça? Nous assistons, et c'est quand même un petit peu tabou, heureusement que Rita en parle, nous assistons donc, si on continue comme ça, à la constitution d'un boulevard, mais un boulevard pour le Front National. Moi, on dirait que je radote, que je répète toujours les même conneries mais j'ai l'impression que quelque part ce discours est nécessaire, il faut quand même qu'on soit imprégnées de la gravité de la situation.

Il faut insister sur le fait que le F.N. plus de Villiers ça fait 20% et les derniers sondages ont donné au niveau de l'opinion 28% pour les idées de l'extrême-droite. Mais c'est plus qu'un mec qui se présente aux élections présidentielles, c'est le tissu social qui est imprégné à tous les niveaux. La pénétration du F.N. se fait dans la police, l'armée, l'éducation nationale, les entreprises. Ils sont en train de s'installer comme des fous dans les établissements scolaires, les hôpitaux, partout. Donnons un exemple: au niveau régional Ile-de-France, il y a eu un vote à un moment donné sur le fait de donner du fric à Tom Pouce qui fait partie des organisations anti-avortement, anti-femmes, anti tout ce que vous voulez, directement impulsées, articulées par l'extrême-droite, l'Opus Dei et les représentants du Vatican etc. Comme par hasard, le P.C. et le P.S. n'étaient pas là lors de ce vote. Les alliances entre droite et extrême-droite sont en train de se faire à tous les niveaux et ça il faut en être conscientes, municipalités, conseils généraux, parlement, parlement européen également. Heureusement cette alliance de la droite et de l'extrême-droite a été dénoncée par les écologistes, il y a eu un sursaut, un amendement, on ne donnera pas l'argent à ces gens-là mais à des maisons maternelles. Cet amendement a été adopté par tout le monde mais il va falloir rester très vigilantes et s'assurer qu'ils ne sélectionnent pas les maisons maternelles qui les intéressent plus spécifiquement pour "aider" les femmes à poursuivre leur grossesse. Ça ne signifie pas qu'ils ont abandonné le combat. Si on regarde ce qui se passe sur le terrain, il y a, non seulement la loi quinquennale dont j'ai déjà parlé, mais aussi la loi cadre sur la famille. Vous savez qu'avec l'allocation parentale pour le deuxième enfant il est dit très explicitement dans les attendus que les objectifs sont que les femmes quittent le monde du travail pour lutter contre le chômage.

Et alors on vient leur donner 2 900 francs si elles travaillent à temps plein et de 1 400 à 1 900 francs pour une activité à temps partiel, à certaines conditions. Mais ce n'est pas fini. Je pense que sur l'immigration le F.N. a gagné si l'on regarde les dernières mesures, les projets de loi Toubon- Debré. Il y aura une manifestation le 15 juin, nous verrons combien nous serons dans la rue et où seront les féministes aussi. Le problème se pose avec acuité. La loi sur la nationalité est gravissime, gravissime. Là-dessus je pense que vraiment les affaires sont un peu cuites.

Sur le terrain des droits des femmes c'est pas encore cuit, mais il faut prendre toute la mesure de la gravité de la situation. Nous l'avions prise, et pas seulement nous parce que s'il n'y avait eu que nous, il n'y aurait pas eu grand-monde, et c'est pour cela qu'on a pu réussir la manifestation du 25 novembre. Quelque part enfin est passé le message que si les droits des femmes sont attaqués, que les femmes sont en danger, c'est les droits de tout le monde qui sont en danger. Ça c'est une chose positive mais ce n'est pas fini. Sur le terrain des droits des femmes, ils appliqueraient aussi les propositions du Front national, le salaire maternel, s'ils pouvaient.

Alors je pense que la Conférence famille ne va pas donner jour à grand-chose parce qu'on peut pas en même temps annoncer le gel des budgets et dire qu'on mène une politique familiale audacieuse. Mais s'ils en avaient les moyens qui dit qu'effectivement ils n'instaureraient pas un salaire maternel? Je veux dire que la vigilance est de rigueur. Et que tout est profondément lié. La politique sur le terrain du droit de choisir, sur le terrain du droit à l'emploi et sur la segmentation, les mesures qu'ils mettent en place sont faites pour diviser: femmes, hommes, français, immigrés, jeunes, vieux, tout y passe, les attaques sont tous azimuts et moi quelque part j'ai l'impression que nous ici et les copines, en général, ce n'est pas les copines d'ici seulement, c'est en général, nous n'en prenons pas tout à fait suffisamment la mesure. Je terminerai en disant que la manif du 25 a été un succès mais qu'est-ce que c'est que cette manif? D'abord le mouvement des femmes, ce qui reste du mouvement des femmes, n'a pas préparé la manif, à part exceptions. On n'a pas une caractérisation précise de l'état du mouvement des femmes, des féministes, mais le mouvement est sorti de cette manif dans l'état dans lequel il était auparavant. Je pense que nous avançons avec nos partenaires, je tiens à rappeler que les organisations qui ont appelé ou soutenu la manif étaient au nombre de 149. Je suis très contente de travailler conjointement avec le P.C.F. et la C.G.T., avec lesquels nous n'avons aucune tradition de travail. En revanche, j'ai malheureusement peu d'espoir du côté du P.S. qui continue sa politique d'attente de 1998 et que tout tombe dans son escarcelle. Je vois ainsi un avenir assez sombre et un boulevard encore plus grand pour le F.N. Le problème et la contradiction sont que ce n'est pas le féminisme qui marque des points. Ce sont les droits des femmes et j'aimerais bien avoir un véritable débat là-dessus: vers quoi on avance, où en est-on et quel

est le lien de la recherche avec tous ces phénomènes sociaux, ces mutations, ces erreurs, etc.? Que fait-on par rapport à ça? Je ne peux vous inciter qu'à une chose: c'est de participer quand vous voulez, selon vos modalités, à la préparation des Assises pour les droits des femmes. Je ne parle pas de Françoise qui est depuis le début dans la préparation avec la Coordination féministe mais est un peu isolée, je veux dire au niveau de la recherche. Je suis allée au GEDISST, j'ai fait passer une feuille pour demander qui désirait recevoir le courrier du Collectif pour les droits des femmes. Il faut vous inscrire dans les commissions. Le problème est de faire l'état des lieux en termes de rapports sociaux de sexe, de classe, qu'ils soient en prise avec la situation et que nous définissions ensemble des objectifs de lutte. Je ne crois pas ni ne pense que nous nous mettrons d'accord sur tout, loin de là. Sur la réduction du temps de travail, il y en a qui sont pour, sans réduction de salaire, d'autres sans réduction du pouvoir d'achat, d'autres encore avec réduction de salaire à partir d'un certain revenu. Et sur la politique familiale il y a des divergences. Il faut que le débat ait lieu et même qu'il sorte des options différentes, mais qu'on mène un combat collectif. Ce combat collectif est décisif si on veut vivre dans une société qui soit encore un peu vivable.

Hélène HIRATA

Chercheuse au GEDISST (Groupe d'Études sur la Division Sociale et Sexuelle du travail), CNRS (Centre National de la Recherche Scientifique)

Je voudrais traiter ici de trois groupes de questions, qui sont loin d'épuiser l'ensemble des problèmes soulevés par les trois intervenantes: j'espère qu'il sera possible de prévoir des prolongements à ces discussions au cours de cet après-midi.

Un premier groupe de questions concerne les trois interventions de la tribune.

- Par rapport à l'intervention de Dominique Fougeyrollas-Schwebel: il est effectivement important d'approfondir l'analyse du paradoxe de la reconnaissance du travail des femmes aujourd'hui: une reconnaissance de la valeur sociale du travail domestique féminin par le développement des emplois de service, des emplois dits "de proximité" comme une alternative à la crise et au chômage de masse, valeur qui est en même temps niée par les bas salaires, les conditions dégradées de travail, le manque de perspectives de carrière, etc. La qualification des femmes pour et par ce type de travaux est, en même temps, reconnue et non reconnue. Réfléchir sur ce paradoxe peut nous aider à cerner les spécificités de la situation française actuelle de salarisation des femmes avec un développement des emplois de service qui coïncide avec la participation des

femmes dans les métiers considérés plus qualifiés, avec plus de responsabilités (cadres moyens et supérieurs), etc.

- La question qui a été posée par Françoise Picq était relativement marginale dans l'économie interne de son exposé, mais elle est centrale dans nos discussions aujourd'hui: il s'agit de la question de la "transmission", même si ce mot a une connotation un peu trop passive; transmission ou mieux "reprise" des pratiques féministes par les jeunes, par la nouvelle génération. Il serait intéressant si nous, plus âgées, pouvions penser de quelle manière effectuer cette transmission, surtout en termes de recherche, c'est-à-dire en termes d'enseignement, d'inscription dans les DEA qui ne sont pas forcément des DEA consacrés aux rapports sociaux de sexe mais où il peut y avoir des étudiant(e)s qui s'intéressent, qui saisissent à partir de l'occasion de ces enseignements, des concepts-clés, des outils pour analyser les rapports sociaux, etc.

- Enfin, l'interrogation finale de Marie-Victoire Louis sur les rapports des femmes au pouvoir, ou la question du pouvoir dans une perspective de sexe social/genre. Aujourd'hui on est relativement conscientes de l'importance de la question du pouvoir. Rien qu'à l'IRESO il y a deux ou trois séminaires théoriques sur les rapports sociaux de sexe et de pouvoir/et le pouvoir. Sur cette question on a aussi des bouts d'expériences pratiques, mais on ne les socialise jamais, on les vit beaucoup sur le mode de la souffrance, ou sur le mode de la difficulté, ou alors comme quelque chose dont il faut que l'on se débarrasse. Il faut remarquer la différence notable entre cette manière de faire et celle des chercheurs hommes qui souvent le voient comme un rapport—ou un espace—où on peut développer de plus en plus des virtualités de recherche, créer des équipes, mettre en place des nouveaux programmes et des nouvelles opérations, etc. Au CNRS les hommes—"les vrais patrons" comme on dit—restent souvent douze ans comme directeurs d'équipe; au GEDISST, par contre, quand elles peuvent se tirer au bout de quatre ans, elles sont contentes. Cela a été mon cas. C'est d'ailleurs sur le principe d'un fonctionnement en direction tournante et collégiale que cette équipe—la seule au CNRS où les rapports sociaux de sexe et la division sexuelle du travail sont considérés comme des objets centraux de recherche—a décidé de s'institutionnaliser. Approfondir la réflexion sur ce que sous-tendent ces pratiques me semble fondamental. Quand je vois le comportement des hommes dans des instances institutionnelles du CNRS et les répercussions scientifiques de ces formes d'action au niveau du développement de leurs courants de recherche, je me demande si cette apparent "manque de stratégie" de pouvoir dans nos attitudes est une bonne ou une mauvaise stratégie pour le féminisme et la recherche féministe.

Le deuxième groupe de questions concerne les rapports entre le militantisme et la recherche. Je pense que la recherche en institution ne doit pas être forcément définie comme recherche féministe. Par exemple, dans le cas du GEDISST—Dominique en a déjà parlé avec pertinence—on ne peut pas le

définir comme une équipe féministe. Pourquoi? D'abord, il s'agit d'une équipe mixte; ensuite il s'agit d'une équipe avec des personnes (chercheurs, ITA, contractuels) qui se déclarent féministes et d'autres qui ne se déclarent pas comme telles, qui se comportent ou ne se comportent pas comme des militantes féministes (aller dans les manifs, par exemple) et cela dès l'institutionnalisation du GEDISST en 1983. Il n'y a donc pas de raison de considérer le GEDISST comme une instance féministe. Et c'est pour cela même qu'il est important d'avoir une association comme l'ANEF, qui puisse faire la liaison entre les chercheuses féministes. Le problème c'est qu'il est facile de le dire mais concrètement, de l'équipe qui compte aujourd'hui vingt-cinq membres, il n'y a que Danièle Kergoat et Dominique Fougeyrollas qui sont associées depuis longtemps à l'ANEF et que nous, toutes les autres, ne le sommes pas. Pourquoi? Je pense que ce sont des raisons dépassables, des obstacles conjoncturels, parfois des obstacles non conjoncturels et il y a des personnes qui ne viendront jamais, mais je crois qu'il s'agit d'une situation que l'on peut essayer de faire bouger. Il faut essayer d'élargir l'ANEF vers des personnes qui se sentent féministes dans la recherche, mais qui ne peuvent pas définir leur institution comme étant une équipe de recherche féministe comme au Québec. Mais là c'est différent: le contexte social, le développement des mouvements sociaux et des mouvements féministes permet au GREMF de se dire féministe et du coup de dire qu'en France le GEDISST est féministe. Si elles ne voient aucun problème, pour nous ça nous pose des problèmes de nous poser comme ça parce qu'il y a un rapport de forces au niveau institutionnel qui ne permet pas de dire que des hommes au GEDISST et les femmes non-féministes au GEDISST sont et appartiennent à une équipe féministe. C'est des questions que notre équipe pourrait aussi discuter et sur lesquelles elle pourrait prendre éventuellement des positions.

Quand je dis que le GEDISST n'est pas une équipe féministe, je ne veux pas dire que les pratiques des personnes qui se sont succédées à la direction de cette équipe n'ont pas été des pratiques profondément orientées par leur militantisme féministe: aucune d'entre nous ne s'est comportée comme des directeurs de labo classiques et là il y a une différence importante entre le développement des recherches dans une équipe avec certaines orientations et les autres équipes, mais cela n'est pas le but de la discussion aujourd'hui.

Enfin, *le troisième groupe de questions* que je voudrais juste évoquer, sans du tout le traiter parce que je pense qu'il est très difficile de le faire rapidement, c'est la question de *l'instabilité des acquis des recherches féministes*, l'invisibilité relative et la ghettoïsation toujours relative auxquelles on assiste aujourd'hui. Cette situation est contradictoire, d'une certaine manière, avec une reconnaissance graduelle de la part de chercheurs hommes qui ont un certain pouvoir dans les institutions, de l'importance des femmes, tant au niveau de leur participation croissante dans la société que de l'importance, du point de vue épistémologique, des recherches sur les femmes/sur les rapports sociaux de

sexe. Michèle Ferrand a déjà évoqué ces problèmes précédemment. Je pense qu'il faut que l'on se coltine ça, parce qu'il ne suffit pas de dire mais c'est des mecs, c'est vrai qu'ils se comportent comme des bulldozers au moment où il faut, ils nous nient complètement, mais c'est vrai en même temps qu'ils sont—un certain nombre—convaincus de la justesse d'un certain nombre de positions théoriques, épistémologiques des féministes. Donc, la question que je pose c'est: que peut-on faire pour que les acquis de la recherche féministe soient moins instables et que l'on puisse avoir une plus grande visibilité et en même temps une déghettoïsation de ce que nous faisons actuellement?

Michèle FERRAND
Sociologue au CNRS

Hélène a déjà dit les trois-quarts de ce que je voulais dire mais je voudrais revenir sur l'articulation savoir/pouvoir.

Ce qui me semble caractéristique quand je regarde les adhérentes de l'ANEF et les non-adhérentes mais qui font des recherches féministes, c'est la grande qualité de ces recherches et la faiblesse des positions institutionnelles qu'elles autorisent. Je pense qu'il faut vraiment s'interroger sur les raisons pour lesquelles ces femmes ne s'appuient pas davantage sur cette reconnaissance de départ. Ça ne sert à rien de renvoyer cette situation au sexisme de l'institution, CNRS ou autre. Il faut aussi prendre en compte notre comportement à nous. Par exemple, combien ici sommes-nous à être candidates à un poste de promotion quelconque? Le problème est vraiment là, j'ai regardé les listes cette année et j'ai été très étonnée de voir qu'un certain nombre de femmes, dont j'estime que la qualité est très grande, n'étaient pas candidates. Je me demande si on n'est pas en train de payer là le fait qu'on ne voulait pas faire carrière sur le dos des copines, s'il n'y a pas quelque chose de l'ordre de l'intériorisation de la bonne militante qui fait qu'on ne veut surtout pas se voir reprocher de nous comporter comme des mecs. Voilà, donc il faut savoir ce que l'on veut par rapport à ça mais je pense qu'on ne résoudra pas le problème par la création de filières spécifiques. Je suis très inquiète de voir qu'on n'a pratiquement plus personne pour encadrer des thèses, sur beaucoup de sujets.

Le deuxième point, c'est la question de la prise de responsabilité; là encore, les femmes et en particulier les féministes prennent des positions, ont des responsabilités, sont membres du comité national, sont directrices de labo, etc., mais ne se comportent pas non plus comme leurs homologues masculins dans ces positions-là. Donc il faut réfléchir sur ce que cela signifie et sur la possibilité que cela offre comme capacité d'entraîner un certain nombre de fonctionnements différents si on y met suffisamment de pression. C'est, par exemple, la technique du GEDISST de faire tourner les directions de recherche tous les quatre ans. C'est une des premières équipes qui a mis ça en place parce

qu'avant les directeurs restaient éternellement et cela a eu incontestablement une influence sur les autres labos en leur montrant la possibilité de faire tourner la direction plus rapidement.

Enfin, le dernier problème que je voudrais évoquer, est celui du petit nombre d'adhérentes de l'ANEF. Dans mon équipe, pratiquement, l'ensemble des femmes de mon labo sont féministes ou à tendance féministe et certaines font des recherches qui se revendiquent comme telles. Elles ne sont pas à l'ANEF, elles ne sont plus à l'ANEF, car elles y ont été à un moment. Je voudrais savoir pourquoi elles ne sont plus adhérentes? Marie-Victoire a explicité sa position mais, s'il y en a d'autres, je voudrais qu'elles parlent ici, qu'on entende les femmes qui sont venues et qui ne sont pas adhérentes et qu'elles nous expliquent pourquoi elles ne sont pas adhérentes. Est-ce qu'on pourrait faire quelque chose par rapport à ça? Peut-être que l'une des raisons de la défection des femmes de l'ANEF, c'est que les bénéfices de ce que peut apporter l'association ne sont pas clairs et en particulier sur les rapports entre recherche et militantisme. Lorsqu'on est adhérente à l'ANEF, est-ce qu'on est une chercheuse féministe ou est-ce qu'on est une chercheuse et féministe? Est-ce qu'on peut être adhérente à l'ANEF en faisant tout à fait autre chose que des recherches féministes? Je pense, par exemple, à Femmes et Mathématiques: les adhérentes ne font évidemment pas des recherches ayant comme objet les femmes, elles font des recherches en mathématiques. Eventuellement, elles peuvent s'intéresser comme femmes et comme féministes à des aspects tels que le choix des sujets selon le sexe, à la didactique, les conditions sexuées de la pratique des maths, etc., mais elles font avant tout des recherches en maths. On pourrait concevoir aussi, simplement, leur intérêt militant, c'est la présence plus grande des femmes dans ces domaines de recherche. Dans un tel esprit, je pense que l'ANEF devrait avoir comme objectif de soutenir aussi les chercheuses qui n'ont pas un objet de recherche spécialement féministe.

Brigitte LHOMOND
Sociologue CNRS

Sur la question précédemment évoquée du pourquoi il y a aussi de peu de femmes aux postes de grade les plus élevés dans les institutions publiques d'enseignement et de recherche, répondre qu'elles ne le souhaitent pas ou ne font pas ce qu'il faut pour est d'un a-sociologisme rare. C'est encore une fois la faute des femmes, comme en ce qui concerne la participation aux instances de décision politiques. Je ne développe pas là-dessus. Je voudrais revenir sur ce qui me semble l'un des points importants de la discussion et qui a été illustré, je dirais de trois manières différentes par Françoise Picq, Dominique Fougeyrollas et Hélène Hirata; je le résume un peu grossièrement: est-il possible qu'il y ait des recherches féministes? Il est dit clairement: il n'y a pas de recherches féministes

possibles dans l'institution et je crois qu'il y a une question sur le sens du terme féministe ici. Les institutions de recherche ne peuvent pas être définies comme féministes et il n'est pas intéressant de poser la question à ce niveau-là. Par contre, dire que l'on fait des recherches féministes, c'est affirmer qu'on pose des problématiques, qu'on utilise des concepts et des ensembles articulés de concepts qu'on peut appeler des théories, ce dont nous n'avons pas parlé jusqu'à présent. En ce sens, il n'y a pas unicité de la recherche féministe, mais bien différentes manières d'analyser les rapports entre les sexes, de comprendre la domination des hommes sur les femmes. Ces outils d'analyse ont été forgés dans un aller et retour entre des pratiques de lutte politique et de réflexion intellectuelle, qu'il apparaît un peu absurde d'opposer aujourd'hui, comme si on croyait y gagner une légitimité scientifique qui nous est, de fait, politiquement refusée.

Dominique FOUGEYROLLAS-SCHWEBEL

Je voudrais revenir sur certains points à la fois parce que j'ai été interpellée et puis pour rebondir sur un certain nombre des interventions et poursuivre par rapport aux questions qui ont été soulevées. C'est vrai que je me suis sans doute exprimée trop vite parce que brutalement j'ai eu la volonté d'en dire beaucoup trop en un quart d'heure. Je dirais juste que les échanges qui viennent de se produire avec Maya, pour moi, traduisent cette difficulté des positions des unes et des autres dans les rencontres des mouvements associatifs. C'est pourquoi ces lieux doivent œuvrer à préserver les possibilités d'échanges en commun. Pour moi, l'ANEF est en priorité un lieu associatif pour dialoguer avec le monde associatif, comme mode d'intervention politique sous toutes ses formes et que c'est effectivement le sens de ma participation à l'ANEF.

Alors pour revenir maintenant sur ces questions de recherches féministes, je pense que là aussi je me suis sans doute exprimée trop vite parce que j'ai eu à cœur de donner des arguments contre la dévalorisation qu'on laisse entendre quand on parle de recherche féministe comme s'il y avait à se défendre d'un point vu restrictif qu'impliquerait le militantisme. Je suis d'accord avec Brigitte Lhomond quand elle dit qu'il y a tout un ensemble de concepts, de corpus théoriques qui sont issus du féminisme parce que les féministes les ont portés, ont obligé à rompre avec des paradigmes qui existaient avant. Mais ce que je voulais dire, c'est que la dynamique des recherches produit la spécialisation et que, face à ces tendances, pour moi la réponse en quelque sorte c'est une association comme l'ANEF. L'ANEF permet de poursuivre ce que les recherches féministes posaient comme leur définition: la pluridisciplinarité. L'ANEF peut être ce lieu qui nous permet de dépasser l'enfermement disciplinaire dans lequel on est entraînées, par la force des choses. Pour moi, ce qui est essentiel, c'est de pouvoir maintenir cette confrontation entre les disciplines, avec des

mathématiciennes par exemple. La dimension pluridisciplinaire permet d'interroger les concepts construits dans différents champs d'analyse.

Que représente l'ANEF? Je me suis demandée si on peut réfléchir à l'ANEF en termes de syndicat: une espèce de syndicat des femmes dans la recherche. Cette analyse serait possible en montrant ce qu'effectivement a pu représenter une association comme l'ANEF. L'ANEF a été une force d'impulsion pour aider des chercheuses, qui individuellement je pense, enfin on ne peut pas reconstruire l'histoire, mais peut-être qu'un certain nombre d'entre elles ne se seraient effectivement pas inscrites dans la recherche féministe. Aujourd'hui le constat est inverse: un nombre important de chercheuses du domaine ne sont pas inscrites à l'ANEF. Depuis les années 80 il y a eu un élargissement considérable de ces recherches qui ne s'est pas traduit par un élargissement de l'ANEF. Ces chercheuses ne sont pas membres de l'ANEF pour plusieurs raisons: parce qu'elles mènent effectivement des recherches dans leur domaine mais elles ne sont pas concernées par une démarche militante. Mais il y a d'autres raisons: elles ne s'inscrivent pas dans une association féministe comme elles ne s'inscrivent peut-être pas dans un parti, comme elles ne s'inscrivent pas dans un syndicat, etc. D'autre part, lorsqu'on réfléchit à la faiblesse des enseignantes et chercheuses de rang A dans les recherches féministes, je crois qu'il ne faut pas négliger combien la recherche est, par excellence, un lieu de pouvoir: si vraiment les féministes gagnaient vite des places, tant mieux, c'est que les luttes féministes seraient victorieuses. La recherche est à l'image de la société, c'est à nous de réfléchir sur quels types de stratégies on veut suivre pour contourner les obstacles suivant les moments et les rapports de force. Il y a eu des conjonctures où des rapports de force sont plus favorables et il faut savoir en profiter. Il y a d'autres moments où les rapports de force sont moins favorables, alors il faut peut-être essayer de contourner ces difficultés et construire de nouvelles alliances.

Je terminerai juste sur un dernier point. Je serais incontestablement déçue si l'ANEF se confinait aux recherches académiques c'est-à-dire où ne seraient représentées que les chercheuses de l'Université et les chercheuses du CNRS parce que l'ANEF signifie pour moi des possibilités d'échanges avec des personnes appartenant à un ensemble plus large. Le label académique n'est pas une garantie suffisante de valeur et de qualité de la réflexion.

Nadja RINGART

Sociologue

J'ai dit tout à l'heure en aparté que je n'étais pas à l'ANEF. Je n'ai pas démissionné de l'ANEF puisque je n'y ai jamais adhéré. Pour moi, les choses se sont jouées au colloque de Toulouse. Je faisais à l'époque une distinction, que je fais toujours, entre idéologie et politique. Je ne comprenais pas ce que veut dire

le terme "études féministes", sauf à faire passer mon travail intellectuel sur le versant idéologique. Il m'arrive de faire des recherches sur les femmes. J'ai fait, par exemple, une étude sur les centres d'accueil aux femmes en difficulté, ou encore, avec Liliane Kandel et Françoise Picq, une recherche sur les féministes du mouvement des années 70. Il ne s'agit pas de mener ces recherches, concernant spécifiquement les femmes, sans avoir un point de vue mais, pour moi, il ne s'agit pas pour autant d'études féministes. Je suis féministe et il est clair que je ne l'oublie jamais, mais ce n'est pas pour autant une grille de lecture unique de la réalité que j'observe. Je travaille actuellement surtout sur des quartiers en difficulté, la vie associative et en particulier les problèmes d'insertion. Dans toutes mes activités de recherche, je suis sans doute plus attentive que certains de mes collègues à la situation des femmes dans les situations de précarité, que ce soit aux difficultés particulières des femmes ou, et c'est le cas dans tous les quartiers sur lesquels je travaille, à leur formidable potentiel de mobilisation.

Pourtant, je ne veux pas adhérer à l'ANEF, je ne le peux pas, parce que je ne vois pas, au-delà de cette attention soutenue à la situation des femmes ce que j'ai en commun avec d'autres chercheuses qui se disent féministes. J'ai un passé commun avec certaines, j'ai de l'amitié pour beaucoup, mais ça ne suffit évidemment pas pour se situer dans une même perspective. En particulier sur les questions du travail et de l'emploi qui me préoccupent beaucoup, j'ai plus de proximité avec des hommes chercheurs (quelques-uns) qu'avec beaucoup de féministes. Mon analyse de la précarité par exemple, ou de la place du travail sont dictées par des considérations intellectuelles et politiques que je ne partage pas, loin de là, avec toutes les féministes. J'ai entendu récemment beaucoup de féministes s'exprimer sur ces questions, par exemple dans le cadre de la préparation des Assises, et j'ai avec elles des désaccords très profonds, sur l'analyse de la précarité par exemple. Si je m'interroge sur le travail que je fais, ce n'est pas seulement par rapport aux femmes, c'est aussi par rapport aux risques d'exclusion. Cette question est au centre de mes recherches et je ne perçois aucune analyse commune aux féministes. Brigitte Lhomond dit qu'elle peut définir une position féministe, moi, je ne le peux pas. Je ne perçois pas de points d'accords suffisants entre nous qui me permettraient de dire que nous avons des outils conceptuels communs.

Je continue donc à penser et à dire: je suis chercheuse, je suis féministe, mais je ne fais pas de recherche féministe.

Par ailleurs, j'entends parler ici de mouvement social par rapport auquel, me semble-t-il, on demande aux chercheuses de se situer. Il y a une sorte de glissement entre la notion de mouvement féministe et celle de mouvement social et cela mérite une réflexion plus approfondie. Dominique Fougeyrollas a lancé ce débat ce matin et j'aimerais qu'on y revienne. Qu'est-ce que le mouvement

féministe? Est-ce un mouvement social? Y a-t-il un ou plusieurs mouvements féministes?

A l'occasion de mes recherches j'ai eu l'occasion de voir de nombreuses associations de femmes dans des quartiers d'habitat social. Je les vois déployer une énergie extraordinaire et tenir littéralement ces quartiers à bout de bras. Ces femmes représentent un mouvement très important mais ne sont pas toujours rattachées à ce qui est évoqué ici comme le mouvement féministe. Les relations existent parfois, mais elles sont ténues et si nous voulons vraiment ici nous interroger sur le mouvement social, il me semble qu'il faut aussi nous demander de quel mouvement féministe il est question.

Françoise PICQ

Je voudrais répondre à Nadja, dont l'intervention montrait bien comment le colloque de Toulouse avait pu être ressenti. Il me semble que ce que tu dis sur la distinction politique /idéologique ne peut pas expliquer tes réticences par rapport à l'ANEF, parce que l'ANEF n'est pas un lieu où il y aurait une idéologie commune. Il y a une grande diversité et les échanges sont tout à fait fructueux. C'est ce que je disais hier à l'A.G. dans mon rapport moral. Nous avons su gérer des contradictions qui allaient très loin, parce que nous avons construit des relations de respect mutuel qui faisaient qu'aucune ne cherchait à faire triompher la position qu'elle pensait être juste. Nous avons trouvé des compromis pour que tous les points de vue puissent exister. C'est tout de même un sacré progrès par rapport aux querelles qui ont divisé le mouvement des femmes.

Mireille BRIOUDE

Je suis adhérente à l'ANEF depuis plus de trois ans. Alors que la question d'aujourd'hui semble être de savoir pourquoi certaines femmes n'adhèrent pas à l'ANEF (tout en étant sympathisantes), je me pose moi la question de savoir pourquoi j'appartiens à l'association. Si je pose ainsi cette question c'est, plus qu'une simple provocation, dans un réel souci de me rendre utile: je ne compte en effet pas quitter l'ANEF pour autant!

Pour vous permettre de me situer plus précisément, j'ai trente-trois ans, donc je me trouve entre deux générations de femmes adultes, sans avoir connu le début du mouvement féministe. Or, peut-être à cause de cette position, je me sens mal à l'aise, d'autant plus qu'il me semble que je suis seule dans l'association à être spécialisée dans le domaine de la théorie littéraire.

Il y a trois ans environ, j'ai découvert l'ANEF et j'ai pris contact avec Judith Ezékiel et Françoise Picq. Je leur ai demandé si mon adhésion apporterait quelque chose à l'association et elles m'ont répondu que du moment que je faisais de la recherche j'étais utile. J'avais en effet depuis peu soutenu une thèse

sur Violette Leduc et, par ailleurs j'étais, fondamentalement, féministe sur le plan de ma conscience politique.

D'autre part, en tant qu'enseignante dans le second degré, je me demande dans quelle mesure mon discours se doit de transmettre la réflexion féministe dans l'étude du discours littéraire comme dans celle du discours politique.

Ces deux domaines, politique (au sens large) et littéraire ne devraient pas être conçus comme distincts et c'est pourtant l'impression qui se dégage des réunions de l'ANEF auxquelles j'assiste tous les ans. Je suis conscience qu'il se passe des choses graves, à tous points de vue, dans la société actuelle et je me sens relativement impuissante, marginalisée dans mon champ d'action. Or pour moi la question du discours est essentielle: aussi voudrais-je savoir quelle place l'ANEF compte réserver à l'étude de la production littéraire. Peut-être alors pourrai-je me rendre efficace, à condition de ne pas rester isolée.

Marie-Claire ROUYER

Je n'ai pas pris de temps de parole, mais je voudrais intervenir parce que je suis concernée, en tant que littéraire et angliciste, par ce qui vient d'être dit. Dans le domaine des études anglo-saxonnes, il existe en France une recherche littéraire sur les femmes qui se situe hors du champ de l'ANEF, car un grand nombre refusent le terme "féministe". Je pense aux *Études Féminines* de Paris VIII et aussi à l'équipe d'accueil *Créativité et Imaginaire des Femmes* de Bordeaux III qui est très active, bien dotée financièrement et organise un colloque international tous les deux ans. A l'heure actuelle, seules deux membres de cette équipe (dont sa nouvelle directrice) adhèrent à l'ANEF qui, par ailleurs, annonce ses manifestations dans le *Bulletin*.

La vocation de l'ANEF n'est pas de soutenir tel ou tel champ de recherche, d'organiser des colloques sur des contenus qui seraient précisément de l'ordre de la recherche scientifique, mais d'organiser des carrefours dans lesquels nous nous interrogeons sur notre présence dans la recherche et aussi dans l'enseignement. Pour ma part, aucune des matières que j'enseigne n'est spécifiquement liée aux femmes, mais il me semble que, chaque fois que je le peux, instinctivement, je vais donner des informations sur des faits de société en civilisation ou porter un regard sur des textes littéraires qui sera influencé par ma conscience féministe, même si je ne me réfère à aucune théorie féministe particulière, même si l'enseignement que je donne n'appartient pas aux études "féministes".

Je pense que ce n'est pas notre rôle d'organiser un colloque sur la littérature, mais l'ANEF peut modifier sa politique et sans doute cela attirerait-il vers l'ANEF des enseignantes-chercheuses—et elles sont nombreuses—qui se définissent d'abord par rapport à un champ de recherche (sociologie, littérature,

mathématiques, etc.) qu'elles partagent avec les hommes et y ajoutent ensuite une dimension "femme".

Françoise PICQ

Le rôle de l'ANEF c'est la mise en relation. L'annuaire est fait pour ça. Et aussi le *Bulletin* qui peut répercuter les demandes des adhérentes. Il faut que les adhérentes s'emparent du *Bulletin*, pas seulement pour le lire mais pour l'utiliser comme instrument d'échange. Le C.A. peut être un relais, susciter des réponses, aider au regroupement pour que des initiatives soient menées à bien, mais il ne peut pas tout organiser.

Intervenante du collectif féministe *Rupture* (intervention résumée)

Il y a des bilans de ce que nous avons fait en tant que chercheuses et en tant que praticiennes de terrain, disons des impossibilités de faire des passerelles communes qui auraient permis de voir comment les recherches pouvaient être reversées dans des pratiques militantes et vice-versa. Les limites tiennent au fait que, d'une certaine façon, le mouvement féministe s'est recomposé, qu'il a ramifié le tissu social et c'est un des résultats très positifs du féminisme. En même temps, en ramifiant le tissu social, il n'a pas véhiculé au niveau de la mémoire tout ce que charriait le mouvement féministe des années 70. C'est un problème de mémoire avec des femmes qui se retrouvent dans les mouvements de femmes et qui n'ont pas du tout la culture féministe que nous avons.

Il y a des évolutions. Par exemple l'ANEF, qui au départ est une association de type défense professionnelle par rapport aux institutions, s'est ouverte, avec ses journées annuelles, aux débats politiques d'aujourd'hui. Confrontée à des pratiques de refus de partage de pouvoir dans l'institution, elle rejoint ce que vivent les femmes dans d'autres associations: la question essentielle est celle de la place des femmes dans les prises de décision. A cet égard, la conférence de Pékin a donné à l'ANEF l'occasion d'agir par rapport à une plate-forme qui dit que l'intégration de la question du genre, d'où l'importance des recherches sur les femmes, doit présider à toutes les politiques publiques.

Il faudrait créer des structures qui permettraient de confronter ce qu'on pense de la situation les unes et les autres à partir des lieux où nous pratiquons, de dépasser nos propres positions dans un esprit de pluralité, d'avancer dans nos objectifs communs. Par exemple, il faudrait un lieu qui donnerait la possibilité d'avoir une mémoire du mouvement des femmes (et pas seulement des archives dispersées) comme mouvement social au même titre qu'il y a des lieux de

mémoire du mouvement ouvrier. Et ça pourrait être un prolongement du travail de l'ANEF et/ou d'autres associations.

Suzy ROJTMAN
Militante féministe

Oui, je trouve ça assez dommage qu'on n'arrive pas à avoir le débat sur la régression sociale, sur les droits des femmes parce que je pense que l'ANEF, comme beaucoup d'associations, s'est créée à la faveur d'un mouvement social et que si jamais la régression a la main un peu lourde, il y aura des problèmes, des répercussions, comme un peu partout.

Je voudrais reprendre un peu ce que disait Nadja par rapport au mouvement social, au mouvement féministe. Ça me semble être le véritable débat et je voulais le voir à travers le prisme de la manif du 25 novembre:

40 000 personnes, manif mixte, 149 organisations signataires. Nous avons tenté à la coordination féministe de préparer cette manifestation pour que le mouvement des femmes, le mouvement féministe non-mixte, assure une véritable présence au sein de cette manifestation. Malheureusement, cela a été un échec total pour la coordination féministe au niveau de la préparation et même quant à la répercussion de la manif. Ce qui veut dire, à l'heure actuelle, qu'il faut tirer un bilan du mouvement féministe non-mixte qui existe encore un peu de façon éparse, divisé, ayant énormément de difficultés à se coordonner, on l'a vu à travers la préparation de la manif. Il y a des groupes thématiques qui existent, par exemple sur les violences, qui travaillent dans leur coin, de façon assez isolée. Il y a aussi des groupes qui éditent des bulletins, mais disons que par rapport à une apparition politique réelle du mouvement féministe non-mixte, il ne reste plus grand-chose.

Alors, en contrepoint, par contraste, quand on regarde la gaieté de la manif du 25, son caractère combatif, l'unité que l'on a pu créer autour de sa préparation, ça interroge énormément et on sait très bien que c'est une organisation mixte, la CADAC, même si elle comporte beaucoup de femmes mais virtuellement mixte, qui a lancé cette manifestation. A l'heure actuelle, qui prépare les Assises? C'est le Collectif National pour les Droits des Femmes qui est aussi une structure mixte. Nous n'avons, pour l'instant, aucun début de débat sur comment on articule ce qui reste du mouvement non-mixte avec cette structure mixte qui se met sur pied, qui essaye de se battre contre la régression par rapport aux droits des femmes. Peut-être a-t-on des difficultés à mener ce débat. Alors Maya essayait de lancer le débat tout à l'heure: "Est-ce que le combat pour les droits des femmes et le combat pour le féminisme, c'est la même chose, est-ce que le mouvement féministe non-mixte ou ce qui en reste n'aurait pas quelque chose de spécifique à apporter?" La CADAC, le Collectif National

pour les Droits des Femmes ne vont-ils pas un jour ou l'autre montrer leurs limites? C'est ce type de débat qu'on aurait pu quand même avoir.

Suzy Rojtman

On pourrait peut-être faire un rapprochement avec le MLAC⁸. On pourrait se dire que le MLAC a été un mouvement mixte qui a servi pourtant par la suite à renforcer, construire le mouvement des femmes, le mouvement non-mixte, sauf que le rapprochement me semble inopérant: on ne se situe absolument pas dans la même période politique. Avec le MLAC, on était dans une période de montée des luttes, de mobilisation: le MLAC a servi à gagner sur l'avortement et c'est quelque chose d'important quand même qui a contribué à la force du mouvement non-mixte. A l'heure actuelle, dans une période de régression politique, il me semble que ce type de dialectique ne se passera absolument pas. Alors j'interroge. Qu'est-ce qu'on fait? Qu'est-ce que fait le mouvement non-mixte par rapport au Collectif National pour les Droits des Femmes, qui est une structure que nous n'avons jamais vue? Nous n'avons jamais réussi dans la période où le mouvement non-mixte était florissant, à réaliser cette unité autour de nos droits. Alors peut-être dans une période où nous devons nous battre pour conserver nos droits devrions-nous prendre en compte cette unité pour pouvoir la valoriser, y apporter ce que nous avons à dire en tant que mouvement féministe. Je crois quand même que l'on a notre spécificité à apporter là-dedans. Mais on a l'impression d'une certaine frilosité du mouvement non-mixte. Une frilosité, ou un désintérêt, ou une incompréhension, ou une envie de dire "ceux qui sont là-dedans sont ceux qui nous ont cogné sur la gueule dans les années 70", etc.

Mais je crois qu'il faut prendre en compte l'évolution des gens, leurs contradictions.

Françoise PICQ

Pour compléter l'intervention de Suzy sur l'articulation entre le mouvement mixte et le mouvement non-mixte, il faut rappeler que c'est l'objectif de la coordination féministe. Nous avons décidé que chacune irait dans les commissions mixtes du collectif des droits des femmes et que nous nous réunirions, comme coordination féministe, le 20 juin pour mettre en commun ce travail, analyser ce qui s'y passe et voir ce que nous voulons y défendre, comme féministes.

⁸ Mouvement pour la libération de l'avortement et de la contraception

Table ronde

Brigitte LHOMOND

Je vais vous présenter très rapidement les différentes intervenantes et les différents groupes et après je leur donnerai la parole. Les interventions vont être assez courtes, d'un quart d'heure environ et auront lieu, pour la simplicité, dans l'ordre suivant:

- Sandrine Bodet et Marie-Anne Juricic du groupe *Les Marie pas claire* qui regroupe, en une association non-mixte, des jeunes féministes radicales.
- Sarah Bénichou de la commission anti-sexiste de l'UNEF-ID de Nanterre. La commission anti-sexiste a été créée en février 95 au sein du syndicat étudiant UNEF-ID de l'université de Nanterre, à partir de la nécessité de prendre en compte la dimension "femmes" à l'intérieur du syndicat. Cette commission est mixte.
- Claire Parichon du groupe *CARES* de Lyon, (Collectif d'Action et de Réflexions pour l'Egalité entre les Sexes), groupe mixte implanté depuis trois ans sur le campus de l'Université Lyon II.
- Yaël Elhadad et Claire Lemercier du groupe *Les Sciences Potiches se rebellent*. Ce groupe est une association féministe des étudiantes et étudiants en Sciences Politiques à Paris créé en décembre 95.
- Samantha Vidal et Adeline Aragon du groupe *Mafalda*, groupe né en 1994 à l'Université de Toulouse-Le Mirail. C'est une association féministe mixte, majoritairement composée d'étudiantes.

Les Marie pas claire

Sandrine BODET

Nous allons intervenir en deux parties. Je vais présenter le groupe et Marie-Anne va plutôt parler du fait que l'on soit non-mixte et des raisons pour lesquelles nous sommes non-mixtes.

D'abord, un petit rappel sur le groupe qui est né en 1992. Nous ne sommes pas un groupe d'étudiantes. Au départ, des militantes d'organisations politiques d'extrême-gauche ont décidé de se regrouper et de créer une association non-mixte féministe pour discuter de problèmes qu'elles ne pouvaient pas aborder dans leur organisation. Ensuite, il y a eu quelques problèmes de pouvoir; des filles sont parties, une fille a pris la place de leader de l'association et au moment où elle est partie, d'autres copines sont arrivées qui n'avaient pas du tout le même profil que celles qui avaient créé l'association. Elles avaient déjà des idées féministes au départ, radicales, un discours féministe très clair et une définition très claire de ce qu'on entend par féministe. Elles n'avaient jamais milité dans d'autres groupes auparavant et n'avaient qu'une envie, celle de militer pour le féminisme exclusivement. Donc, c'était aussi leur première expérience militante: il n'y a pas de dichotomie chez nous entre action et réflexion, c'est-à-dire qu'on est des militantes et qu'on veut aussi réfléchir. Il y a également des étudiantes. Pour l'action, on participe aux luttes en général. On va régulièrement aux manifestations, on fait partie des autres luttes: par exemple, on était dans les manifestations en décembre 1995, on est dans les manifestations antiracistes, on est aussi à la CADAC et on lutte contre les normes patriarcales, sexistes, réactionnaires, nous allons à la *Lesbian and Gay Pride*, etc. Nos liens avec d'autres associations sont clairs: il y a plusieurs personnes parmi nous qui travaillent dans d'autres associations. Par exemple, il y en a une qui est permanente à la CADAC, une autre permanente à l'association *Les Nanas Beurs*. Voilà pour la présentation.

On nous a demandé de parler des études féministes et ce qu'on entendait par là, si c'est une préoccupation pour nous. Oui, c'est une préoccupation: certaines d'entre nous sont allées, par exemple, dans des universités anglo-saxonnes, ont été en contact avec les études féministes et ont même suivi des u.v. féministes. Elles ont pu voir comment c'était développé là-bas. Il y a également des filles qui ont toujours fait des études en France, qui ont fait des u.v. féministes et qui préparent même des mémoires ou des thèses sur les femmes, Marie-Anne par exemple, sur les femmes et le sport. Personnellement, je dois dire qu'en revenant des Etats-Unis, j'avais vraiment envie d'aller faire des études féministes mais j'étais peu renseignée; et là où je suis allée, à Paris VIII, je me suis rendue compte qu'il n'y avait pas d'études féministes mais des études féminines et je me suis aperçue que le programme de Paris VIII ne correspondait

pas du tout à mes préoccupations. Donc, j'aurais voulu m'inscrire ailleurs mais malheureusement il n'y avait rien d'autre à Paris.

Marie-Anne JURICIC

Moi, j'avais pris en licence de sociologie une u.v. féministe qui était "Division sociale et sexuelle du travail". A Jussieu il y a très peu d'u.v. féministes. C'est très, très minoritaire et il serait bon que ça se développe, d'autant plus qu'il y avait un DEA, les autres années, qui concernait le féminisme, le DEA "Sexes et sociétés", qui a été supprimé. C'est très insuffisant au niveau des u.v. féministes.

Sandrine BODET

Les étudiantes de *Marie pas claire* étudient dans une filière classique et après en profitent pour développer des sujets en rapport avec les femmes et le féminisme.

On nous a aussi demandé d'intervenir sur les jeunes et le féminisme. On ne peut pas parler de toutes les jeunes, on va parler de ce qu'on a constaté. J'ai l'impression qu'il y a eu un peu quelque chose qui s'est déclenché avec la manifestation du 25 novembre. Avant la manif, et je parle de mon cas personnel, j'étais un peu une extra-terrestre en cours, j'étais dans une filière de langues donc il y avait des amphis de quatre cents filles avec peut-être dix garçons et j'étais la seule féministe là-dedans. Quand je parlais de féminisme et que je disais que j'étais féministe on me regardait, bien sûr, avec de gros yeux, en me demandant d'où je sortais pour avoir des idées comme ça.

Marie-Anne JURICIC

Moi aussi j'ai eu à peu près la même expérience mais quand même j'étais un peu plus appréciée. Je ne sais pas si c'est parce qu'on est en sociologie et que le féminisme est plus apprécié et que les rapports sociaux de sexe sont plus étudiés mais je suis aussi une des rares à être féministe en maîtrise, bien que les idées commencent à toucher les autres étudiant(e)s.

Sandrine BODET

Par rapport à ça, on a remarqué un changement après la manif du 25. Là où les médias ont commencé à parler un peu des féministes et des jeunes féministes, tout d'un coup on a découvert—enfin, "découvert" est un bien grand mot, nous on en était persuadées—des tas de gens ont découvert qu'on pouvait être jeune, active et avoir une image positive en tant que féministe. C'est-à-dire qu'avant, le féminisme avait une image un peu négative et tout d'un coup on a

découvert qu'on pouvait être jeune et féministe, ce qui paraissait aberrant pour pas mal de personnes.

Marie-Anne JURICIC

On a aussi été pas mal médiatisées. On peut dire que ça nous a rendu service dans la mesure où les groupes féministes, en général, ne sont pas bien connus de la population hors du militantisme féministe et donc je pense que ça a eu un retentissement assez positif.

Sandrine BODET

On a eu nous aussi dans notre groupe pas mal de retour: on a eu beaucoup de courrier après la manif du 25 novembre et après les articles qui ont paru sur nous dans les médias; du courrier vraiment encourageant, de jeunes femmes qui disaient: "Mais oui, je pense comme vous et je suis contente qu'il y ait des groupes féministes qui existent". C'était un peu un soulagement pour nombre de jeunes femmes qui découvraient tout à coup qu'elles n'étaient pas isolées. On a eu aussi pas mal de demandes d'abonnement et d'ailleurs je vous dis qu'on peut s'abonner à "*Marie pas claire*"! Enfin, ce qui est étonnant quand même, c'est qu'après les idées vraiment réactionnaires qu'il y avait sur le féminisme—on disait que le féminisme des années 70 c'était ringard—c'est que maintenant on voit une espèce de renouveau et qu'on arrive à faire passer un message.

Marie-Anne JURICIC

Enfin, renouveau c'est vite dit.

Sandrine BODET

Je veux dire un renouveau par rapport au grand public. Ce qui est étonnant, quand même, c'est qu'on passe bien, même si dans notre groupe les idées sont clairement radicales, anti-essentialistes, anti-capitalistes, enfin parfois on pourrait nous taxer d'extrémisme. Ce qui est étonnant c'est que ça arrive à passer.

Je voudrais faire un point aussi, ce que j'ai oublié de faire tout à l'heure, sur nos moyens d'expression. On a deux moyens d'expression, le journal et la radio, dans lesquels il y a un triple axe:

- l'action militante informative (la radio mais aussi le journal);
- un axe de réflexion: on écrit des articles de fond où chacune apporte son savoir et essaie de faire connaître sa réflexion aux autres;
- un axe historique: dans chaque journal on fait un effort de connaissance: on connaît notre passé, on connaît le passé du mouvement féministe, celui des années 70 et celui d'avant. Celui des années 70 on le connaît bien et on tient à le transmettre.

Marie-Anne JURICIC

Le transmettre aux femmes de notre génération ainsi qu'aux hommes.

Sandrine BODET

Et puis on a une volonté de connaître et de maîtriser le passé pour, par exemple, essayer de ne pas retomber dans certains pièges des années 70.

Marie-Anne JURICIC

Je vais vous parler de la non-mixité et pourquoi le groupe a choisi la non-mixité. Tout d'abord, nous voulons œuvrer à la réalisation d'une société féministe et pour ça, il faut naturellement une lutte militante féministe et donc ça pose le problème du militantisme. Militer, le fait-on de façon mixte ou non-mixte? Moi, j'insiste bien, ce n'est pas une non-mixité *féminine*, c'est une non-mixité *féministe*. C'est ce qui est important parce que la non-mixité *féminine* en général ne dérange pas trop. Dans la société, dans le monde du travail, il y a des groupes dominants, hommes, femmes, ça ne pose pas tellement de problèmes. Cependant, au cours de nos discussions, de nos rencontres, de nos manifestations, lorsqu'on soulève la question du féminisme et donc le problème de son fonctionnement, de son organisation, il y a une question qui revient, sans cesse, systématiquement et qui a l'air un peu de soulever des polémiques: pourquoi les groupes féministes, et en particulier le nôtre, sont-ils non-mixtes? C'est vrai que ça inquiète pas mal de personnes dans la mesure où on appartient à la génération qui est née dans les années 70, certaines un tout petit peu avant, donc on a toujours connu la mixité, à l'école, de la maternelle à la fac et puis dans le monde du travail et on nous demande alors pourquoi on est non-mixtes. Alors, nous répondons qu'on porte un regard très critique dans la mesure où on nous a balancé l'égalité, la mixité et qu'il s'avère qu'on est toujours victimes du sexisme et du patriarcat. Alors, on s'est posé la question de savoir si, dans les organisations féministes, on pouvait attendre de la mixité un changement dans les rapports sociaux de genre, sachant qu'entre les sexes, aujourd'hui, les rapports de domination sont toujours bien présents, même s'il y a certaines transformations dans les relations entre jeunes. Mais cela se passe plutôt dans des populations étudiantes et plutôt en sciences sociales; autrement je peux vous assurer que les jeunes et le féminisme ce n'est pas franchement glorieux. Il faut encore du travail et nous sommes persuadées que la mixité peut même, dans certains cas, renforcer un certain rapport de domination. Pour nous, la non-mixité constitue vraiment un lieu où l'on peut échapper au contrôle masculin sexiste, aux regards des hommes et donc on reste très critique là-dessus. J'estime

qu'on est vraiment une génération de leurré(e)s, parce qu'on nous a promis la lune et que tout serait parfait: on tombe de haut. Face à l'hostilité, on réagit et on explique que pour se libérer du monopole sexiste masculin, on est obligées de passer par la non-mixité qui est, bien sûr, une étape au sein de la lutte féministe.

Françoise PICQ

Je voudrais juste avoir une précision sur l'étendue géographique des *Marie pas claire*. Vous êtes localisées à Paris ou vous avez d'autres structures ailleurs?

Sandrine BODET

On est un petit groupe à Paris. On n'est pas un groupe de copines. Enfin, on est devenues amies après parce que forcément on se rejoint sur pas mal de sujets mais on est venues au groupe vraiment pour le militantisme féministe. On ne se connaissait pas avant.

Marie-Anne JURICIC

On est une toute petite minorité, il faut le dire. On voudrait être en expansion mais ce n'est pas encore le cas.

Commission anti-sexiste de l'UNEF-ID de Nanterre

Sarah BÉNICHOU

La commission anti-sexiste (COMAS) a été créée en janvier 1995, il y a donc un an et demi: les questions féministes étaient alors peu abordées au sein de l'UNEF-ID et de nombreuses attaques avaient été portées contre les acquis obtenus dans les années 70, ce qui avait choqué de nombreuses militantes. L'envie d'en parler, d'en débattre en profondeur dans un vrai cadre d'action et de réflexion au sein de l'UNEF-ID pour porter dans notre syndicat ces thèmes-là nous a amenées à créer la COMAS. Depuis, l'UNEF-ID a nationalement adhéré à la CADAC, participé à la manifestation du 25 novembre et à la *Lesbian and Gay Pride*.

Nous avons choisi nous-mêmes de nommer ainsi la commission car, dès le départ, nous avons voulu nous intéresser aux droits des femmes et des homosexuels, les deux oppressions étant liées selon nous. Il est vrai que cette année nous nous sommes surtout consacré(e)s aux droits des femmes parce que l'actualité féministe était particulièrement riche. Une des particularités de la COMAS est d'être un groupe strictement universitaire, notre "cible" est donc étudiante. De plus, dans ce groupe, tou(te)s les militant(e)s sont syndiqué(e)s à l'UNEF-ID et sont donc d'abord des militant(e)s syndica(les)ux. Nous ne sommes donc pas des militant(e)s spécialisé(e)s, c'est pourquoi, contrairement à d'autres associations, nous n'avons pas encore pu développer notre propre matériel (même si nous avons ce type de projet) et il est vrai que l'on s'y connaît moins sur l'histoire et les différents courants féministes ou homosexuels.

Notre premier but, à travers cette commission qui était complètement inscrite dans un univers universitaire, était de servir de relais en milieu étudiant pour les associations féministes ou homosexuelles extérieures: il y a en effet très peu d'associations de ce type qui interviennent à l'université. Nous avons donc essayé de collecter des informations pour nous-mêmes et le reste des étudiant(e)s avec qui nous aurions des contacts, rencontré de nombreuses associations. Ensuite, on a décidé de mener nos propres campagnes de sensibilisation à Nanterre et d'action à l'extérieur: nous avons appelé à participer à la *Lesbian and Gay Pride*, à la commémoration des homosexuels assassinés par le régime nazi, organisé un meeting unitaire pour inciter les étudiant(e)s à aller à la manif du 25. Régulièrement, de nombreux/ses militant(e)s de toutes les facs ont manifesté contre les commandos anti-IVG à Ordener. Les initiatives en direction des étudiant(e)s ont eu globalement un bon écho: le meeting de préparation du 25, qui s'est pourtant déroulé pendant les grèves étudiantes, a rassemblé plusieurs centaines de personnes. Après ce succès, nous avons organisé (toute l'AGE, c'est-à-dire que l'initiative a été reprise par toute l'UNEF-ID Nanterre) une journée "Femmes". Comme la Journée des femmes, le 8 mars,

tombait pendant les vacances, nous avons arbitrairement opté pour le 11 avril à Nanterre. Les *Sciences Potiches*, les *Marie pas claire*, le Planning Familial, la Maison des femmes et d'autres associations féministes ont été invitées à tenir des stands dans les couloirs de la fac pour interpeller les étudiant(e)s. cela s'est révélé très intéressant, notamment sur le rapport qu'entretiennent les jeunes avec le féminisme. La COMAS avait affiché un grand panneau reprenant plusieurs publicités qui montraient différentes images de la femme. Des commentaires y étaient joints, mais les pubs et les annotations que l'on avait pu ajouter n'étaient absolument pas choquantes ou radicales; nous voulions juste attirer l'attention des étudiant(e)s et les amener à se questionner sur l'image de la femme véhiculée par la pub. Les réactions ont parfois été vives et même réactionnaires (les *Marie pas claire* pourront vous en parler davantage) mais la plupart des étudiant(e)s avec qui nous avons pu discuter ont montré un certain intérêt et même parfois apporté leur soutien à notre initiative. Quoi qu'il en soit, l'animation que nous avons provoquée a un peu fait bouger les certitudes: nous avons essayé de semer une petite graine dans les consciences pour faire en sorte qu'elle germe un peu et fasse évoluer les étudiant(e)s sur la question. De toute façon, nous mènerons d'autres actions pour les y encourager: participer à nouveau à la *Lesbian and Gay Pride*, par exemple.

Notre groupe varie en taille d'une semaine à l'autre mais nous sommes environ une quinzaine à participer régulièrement aux réunions. Notre association est mixte, comme notre syndicat, même si nous sommes très majoritairement un groupe de filles.

Vous parlez des statuts de la Commission. En réalité, elle n'en a pas vraiment. Je m'en occupe, je supervise mais je ne suis pas la représentante officielle de la pensée unique de la COMAS. Nous avons des avis parfois divergents, il aurait donc fallu toutes nous inviter pour percevoir l'ensemble de nos débats. Par ailleurs, ces différences nous enrichissent énormément et, à défaut d'avoir des débats théoriques sur des études et une histoire que nous connaissons fort mal, nous confrontons nos expériences et nos connaissances. Mais cela ne signifie pas que les études féministes ne nous intéressent pas, au contraire, nous cherchons à apprendre même si nous manquons de temps pour lire en raison de nos occupations syndicales et de nos études.

Pour revenir au rapport qu'entretiennent les jeunes avec les féministes, je pense que les jeunes femmes sont très attachées à leurs acquis même si elles ont beaucoup de mal à s'affirmer comme féministes, notamment parce qu'elles ne sont pas conscientes du danger et des attaques contre ces acquis, qu'elles ne connaissent pas bien leurs droits et sont donc incapables de les affirmer ou de constater leur violation; mais nous y travaillons. La passivité est alarmante mais ne se concentre pas seulement autour des droits des femmes: tous les secteurs politiques sont touchés par cet espèce de désintérêt: les jeunes sont aujourd'hui très recentrés autour d'eux-mêmes, leur principale préoccupation c'est de savoir

ce qu'ils vont faire le samedi soir ou quel film ils iront voir. D'où l'important travail qu'il reste à faire: les gens, une fois informés, réagissent plutôt d'une façon positive.

Marie-Amélie KELLER

Je voudrais revenir sur la question de la mixité qui a posé au départ un problème. Mais, dans la mesure où la Commission anti-sexiste faisait partie du syndicat étudiant UNEF-ID, il était clair que les hommes pourraient participer aux réunions. Il fallait ouvrir tout le syndicat sur les droits des femmes et des homosexuels. Il était donc nécessaire que tous les militants du syndicat prennent conscience de l'importance de l'existence de cette commission.

Sarah BÉNICHOU

Au début, la commission était uniquement composée de femmes. Malgré les "statuts" mixtes, il y a eu d'abord un phénomène de rejet de la part des hommes, peut-être parce qu'ils avaient eu connaissance de notre débat sur la mixité et que, de ce fait, ils ne se sentaient pas les bienvenus. Nous avons perçu une certaine appréhension de leur part à se jeter dans "la gueule du loup". Mais, finalement, cela s'est fait peu à peu. Comme les réunions se tenaient dans le local syndical, certains camarades restaient là et y assistaient un peu par hasard. Puis certains sont revenus parce que cela les avait intéressés. Pendant la Journée des femmes que l'on a organisée, ils ont tenu notre stand et ce sans aucun état d'âme. Ce qu'une association, la FAX, n'a pas remarqué puisque quelques jours à peine après cette journée ils ont publié dans leur "journal" un torchon contre nous en nous traitant de "Jeanne d'Arc effarouchées", d'"hystériques de basse-cour" et de "verges frustrées".

Question

La COMAS s'est créée à Nanterre?

Sarah BÉNICHOU

La COMAS est une structure interne au syndicat et s'est d'abord créée à Nanterre. Les gens qui en font partie sont exclusivement des syndiqué(e)s à l'UNEF-ID: ils/elles ont donc une culture syndicale avant d'avoir une culture féministe. Depuis, le débat s'est élargi parce que l'on a beaucoup parlé de nous dans les médias et à l'intérieur du syndicat. De nombreux/ses militant(e)s nous appellent des autres villes pour avoir des renseignements, pour s'informer sur la COMAS, ils/elles viennent assister à des réunions par curiosité. A Marne-la-

Vallée, il existe une Commission Femmes inspirée de celle de Nanterre. Mais il faut encore que cela s'étende à toutes les facs et au niveau national.

Collectif d'Action et de Réflexion pour l'Egalité entre les Sexes (CARES)

Claire PARICHON

Etudiante à Lyon II

Le Collectif d'Action et de Réflexion pour l'Egalité entre les Sexes (collectif d'étudiantes et d'étudiants de Lyon II) s'est créé à l'époque du non-remboursement de certaines pilules contraceptives. C'était un groupe formé surtout de filles et de quelques hommes, militant(e)s politiques, syndicalistes, qui voulaient organiser une campagne contre le non-remboursement dans le cadre d'un collectif. Ce collectif a été dès le départ mixte, mais nous étions une forte majorité de femmes vu le faible intérêt que portent aujourd'hui les hommes et les organisations politiques et syndicales traditionnelles à ce problème. Nous voulions intervenir et nous ne pouvions pas le faire de façon centrale à l'intérieur des structures traditionnelles: nous avons donc décidé de créer ce collectif.

La première campagne portait sur le non-remboursement mais le collectif avait décidé d'intervenir plus généralement pour sensibiliser les étudiant(e)s aux problèmes du sexisme, de l'homophobie, pour essayer d'attirer des jeunes, des étudiantes au féminisme, pour faire connaître les luttes anti-sexistes. Nous étions une majorité de filles et seuls quelques garçons ont suivi régulièrement l'évolution du *CARES* jusqu'au bout. Nous gardions, néanmoins, toujours le droit de nous réunir de façon non-mixte, ce que nous avons fait, certaines fois, afin d'avoir des débats sur la lutte des femmes mais aussi sur d'autres questions politiques. Cela nous permettait de discuter entre nous sans avoir la présence d'hommes qui pouvaient perturber la parole des femmes et certains débats.

Aujourd'hui le *CARES* ne se réunit plus en tant que tel mais il relaie toujours plus ou moins, sous ce nom, certaines actions à la fac.

Nous désirions donc sensibiliser les étudiant(e)s aux problèmes du sexisme en articulant la réflexion et l'action. La partie réflexion se déroulait sous forme de débats plus ou moins informels auxquels les étudiant(e)s étaient convié(e)s par voie d'affichage. Les débats tournaient, par exemple, autour du sexisme au quotidien, sur la place des étudiantes dans l'enseignement supérieur. Sans réunir un public très nombreux nous arrivions à toucher quelques étudiant(e)s lors des différentes discussions.

Nous avons également organisé des débats plus importants, notamment à l'occasion d'une décision de l'administration de mettre en place des vigiles à la fac suite, entre autres, à des viols ou tentatives de viols qui avaient eu lieu sur le campus. Ces vigiles auraient eu notamment pour mission de protéger les filles du campus. Il nous a semblé très important d'intervenir à ce moment-là et nous avons été assez satisfaites du nombre de personnes qui ont assisté à ce débat. Il a

été assez polémique, nous avons fait beaucoup de bruit autour de cette affaire. Nous avons expliqué le viol, sa fonction dans notre société, ce qu'il représente, comment le violeur est ramené à un cas individuel, comment son cas est renvoyé du côté de la psychanalyse. Pour nous, il fallait montrer que le viol est un phénomène qui traverse tous les milieux, que c'est un fait social, face à l'administration qui prévoyait de mettre en place des vigiles pour interdire à des hommes extérieurs de rentrer sur le campus, ceux-ci, d'après eux, pouvant violer des étudiantes. Nous avons choisi un tract très provocateur où nous affirmions que même un président d'université pouvait être un violeur. Nous avons listé, en partant de la figure stéréotypée de l'ouvrier ayant des comportements sexistes violents très visibles jusqu'au président d'université, les violeurs existants ou potentiels. Ce débat a eu un retentissement important sur le campus.

Pour ce qui est de l'action, nous avons invité d'autres organisations étudiantes à se joindre à nous pour la campagne contre le non-remboursement et pour une campagne autour de la prévention du sida qui devait intégrer un axe sexualité. Nous sommes allé(e)s devant un lycée dont l'administration refusait d'installer un distributeur de préservatifs, nous avons distribué des tracts, des préservatifs et nous avons entamé des discussions avec les lycéen(ne)s.

Dans le cadre de mobilisations contre l'extrême-droite, nous avons produit un dossier sur l'image des femmes dans l'idéologie du Front National. Nous nous sommes également inscrit(e)s, avec d'autres groupes et organisations, dans des réflexions et des actions contre l'homophobie. Une grande fête anti-sexiste et anti-homophobe a été organisée à cette occasion.

Nous avons, bien sûr, pris en charge, en lien avec le Planning Familial, la mobilisation pour la manifestation du 25 novembre à Paris pour les droits des femmes, à laquelle plus d'une centaine de jeunes de Lyon ont participé. Nous avons rencontré les mêmes difficultés qu'évoquait la copine de l'UNEF-ID puisque cela se situait pendant le mouvement étudiant. Nous avons organisé des conférences-débats dans les différentes facs de Lyon sur les thèmes du droit de choisir, du droit au travail et sur l'éducation. Un nombre important de jeunes ont participé à la manifestation mais je crois que ce qui les mobilisait le plus était la lutte contre l'ordre moral et nous aurions aimé plus qu'une mobilisation contre l'ordre moral, une mobilisation qui ne réduise pas la lutte pour les droits des femmes à cet aspect-là, qui aille plus loin.

Nous avons également, l'année dernière, confectionné une exposition afin d'expliquer et de montrer que le milieu universitaire, "intellectuel" produit des formes de sexisme. Nous étions parti(e)s du constat de la difficulté de mobiliser les étudiant(e)s sur le problème du sexisme. Très souvent nous entendions des réflexions du type: "Mais non ça ne se passe plus comme cela, ce n'est plus comme avant". L'oppression des femmes est floue pour les jeunes dans leur quotidien, plus cachée; elle va peut-être s'exacerber par la suite mais pour certaines étudiantes, il est difficile de cerner ce problème. Les jeunes filles ont

du mal à imaginer que rien n'est gagné. L'exposition portait donc sur le sexisme à la fac. Nous avons recueilli durant une année des affiches de soirées étudiantes, où des femmes plus ou moins nues servaient de publicité pour ces soirées. Nous avons tenu cette exposition, que nous avons intitulée "Y'a de la femme", pendant une semaine sur le campus et elle a soulevé beaucoup de débats, quelquefois assez difficiles pour nous. Mais nous avons réussi à toucher le milieu étudiant et notamment des personnes hostiles à notre façon de voir les choses. Des étudiant(e)s de L'UFRAPS, qui avaient produit beaucoup d'affiches de ce type qui étaient largement représentées dans notre exposition, sont venu(e)s discuter avec nous. Ils et elles n'ont pas compris totalement notre démarche et nous avons souvent dû créer un vrai rapport de force. Nous appelions à travers cette exposition à arracher ces affiches: c'est un acte militant de ne pas les laisser sur les murs, de ne pas laisser leur présence se banaliser.

Cette année, le *CARES* ne s'est pas réuni régulièrement, nous travaillons de plus en plus au sein du Planning Familial, en gardant toutefois une spécificité par rapport à l'action auprès des jeunes.

Pour ce qui est du lien avec les études féministes, nous sommes toutes plus ou moins engagées, dans notre cursus universitaire, dans des problématiques féministes en sociologie ou en histoire. Nous sommes très en demande de liens plus importants. Le rapprochement avec les militantes du Planning Familial révèle le même besoin: se rapprocher de militantes d'autres générations pour pouvoir profiter de leurs expériences et pouvoir assurer la relève. Ce lien se tisse à travers le Planning Familial mais aussi à travers le collectif régional pour les droits des femmes où nous rencontrons des femmes qui interviennent sur d'autres terrains que les nôtres.

Ces liens sont, je pense, importants à consolider ou à créer, parce qu'à l'heure actuelle, si nous n'avons pas d'enseignantes qui interviennent directement dans notre cursus, notre démarche reste assez difficile et souvent nous sommes réduites à piocher un peu de tous les côtés en espérant trouver des choses intéressantes, mais c'est assez aléatoire.

Maya SURDUTS

Êtes-vous partie prenante dans les groupes du Planning Familial qui préparent les assises nationales des droits des femmes en 1997?

Claire PARICHON

Les filles qui sont aujourd'hui au Planning Familial préparent les assises régionales à travers différentes commissions et participent également à la commission du collectif régional qui prépare l'atelier "Femmes" pour le "contre-G7" qui aura lieu à Lyon.

Les Sciences Potiches se rebellent

Yaël ELHADAD

Diplômée de l'Institut d'Études Politiques de Paris

Nous sommes l'association féministe des étudiantes et étudiants de Sciences Po. L'association a été créée officiellement en décembre 95 mais en fait on y avait pensé depuis juillet 95. Elle est née de la volonté de militantes de l'UNEF. Nous venons donc, pour la plupart, d'un syndicat étudiant.

Au départ, on avait pensé faire une "Commission Femmes" au sein du syndicat et puis on a ressenti le besoin de l'autonomiser, d'une part parce que nous n'avons pas eu envie d'être un enjeu de pouvoir au sein de l'UNEF qui traversait quelques difficultés à Sciences Po et d'autre part parce que nous avons rencontré beaucoup de jeunes femmes à Sciences Po qui avaient envie de militer sans être à l'UNEF.

Nous avons autonomisé l'association. Pour la faire reconnaître comme association à Sciences Po, il fallait recueillir soixante signatures d'étudiant(e)s. On est assez fières car on a été la première association à être reconnue et à avoir récolté les soixante signatures en quelques heures en décembre: c'était notre première victoire. Pour beaucoup, l'envie de créer cette association est née à la suite d'un débat qui a eu lieu à Sciences Po, organisé par la Ligue des Droits de l'Homme et qui avait pour thème "Les droits de l'homme sont-ils les droits des femmes?" avec notamment Gisèle Halimi, Françoise Giroud, Michèle Perrot, Janine Mossuz-Lavau et deux ou trois autres intervenantes, historiennes, je crois. Le débat s'est bien passé au début. Il était assez orienté sur les questions de parité, les gens avaient l'air de bien comprendre les enjeux, étaient assez ouverts à tout ce qui était dit et puis, quelques minutes avant la fin, tout d'un coup un jeune homme a posé une question, je ne sais même plus ce que c'était mais c'était un immense pavé dans la mare. On se demandait même comment il pouvait poser une telle question. A partir de ce moment, pas mal de jeunes hommes se sont "lâchés", si on peut dire. Ils ont posé beaucoup de questions terribles comme ça et on se demandait où ils avaient été pendant cette heure et demie où on avait parlé des droits des femmes. Face à ça, ces féministes qui avaient la parole ont été extrêmement découragées et elles ont baissé les bras. Elles disaient: "On en est encore là? Ce n'est pas possible, on ne va pas recommencer depuis le début". Et ça c'est terminé de cette façon. Pour plusieurs d'entre nous ça a été vraiment terrible. On se disait, si elles ne peuvent pas répondre, si elles ne peuvent pas continuer le combat, il faut qu'on y aille. Elles vont s'arrêter bientôt et qui va y aller? Tout ça dans un contexte de retour à l'ordre moral, de sexisme ambiant et ordinaire et de *backlash*. C'est ce qui a fait qu'on a eu envie de créer cette association.

Nos deux mots importants sont la vigilance et la sensibilisation: la vigilance par rapport à nos acquis, pour faire en sorte qu'ils ne soient pas remis en cause; la sensibilisation parce qu'on s'est rendu compte qu'à Sciences Po, qui est quand même une école d'où sont censés sortir un peu les "élites" politiques et économiques de la nation, les gens n'étaient pas très sensibilisés au féminisme, aux problèmes que pouvaient rencontrer les femmes dans leur vie. Et donc ça nous a semblé important de sensibiliser des gens qui seraient amenés plus tard à des postes de responsabilité et à prendre des décisions.

On a surtout centré notre action sur Sciences Po mais on est aussi ouvertes aux autres étudiant(e)s qui veulent nous rejoindre. Notre idée était d'organiser des conférences autour de thèmes précis, présentés par des intervenant(e)s extérieur(e)s, puis de lancer un débat avec la salle. Cette année nous avons organisé deux conférences, une sur le thème du *backlash* avec Michèle Perrot qui a donné un aperçu historique sur la façon d'envisager les avancées et les périodes de *backlash* tout au long de l'histoire. Fiametta Venner nous a ensuite parlé de son livre sur les commandos anti-IVG et de la remise en cause du droit à l'avortement. Dans le cadre de la semaine européenne, on a fait une conférence sur le thème "L'Europe, une chance pour les femmes". A cette occasion, on a sorti un petit journal mais on n'a pas de publication régulière, plutôt des choses ponctuelles en fonction des conférences. D'autre part, on tient une permanence hebdomadaire au sein de Sciences Po et on a une revue de presse qu'on tient à jour. Les gens peuvent la consulter. Ce sont des articles de fond sur le féminisme et aussi—parce que c'est ça qu'on a envie de dénoncer—des articles sur le "sexisme ordinaire", plus rigolos, du style de celui qui était paru dans *Elle*, la semaine de la journée des femmes: "Rendez-leur leur pénis" ou alors "La femme idéale dans 20 ans". On a pris les choses les plus caractéristiques parce que sinon on découperait pratiquement toute la presse féminine mais il y a des articles qui nous ont vraiment sauté à la figure. Donc, on a cette revue de presse, on a un panneau sur lequel on affiche des pétitions, des renseignements pratiques sur des conférences, des colloques, etc. On a aussi organisé une exposition, dans le cadre de la semaine des arts à Sciences Po, sur les femmes et la publicité, avec l'aide notamment de la commission femmes de la Fédération Anarchiste. On a aussi organisé une rencontre avec Agnès Varda autour de son film *L'une chante, l'autre pas*, qui nous a semblé un bon film pour introduire un petit peu les luttes féministes des années 70. On a aussi diffusé un film sur les femmes algériennes, *La moitié du ciel d'Allah*. En fait, ce à quoi on tient beaucoup dans cette association, c'est à l'humour: on pense que c'est un bon moyen de faire passer les choses et on se sert beaucoup de supports style bandes dessinées. On utilise parfois le personnage japonais *Tank Girl*. On a aussi fait une chorale de chants féministes où on a repris l'hymne du MLF et une chanson de Téléphone, "Je rêvais d'un autre monde". On a changé les paroles et on a rêvé d'un autre monde où les droits des femmes seraient respectés, où ils seraient une

réalité et où il y aurait une réelle égalité entre les hommes et les femmes. Voilà, en quelques mots, ce que nous avons fait cette année.

En fait ce qui est difficile pour nous c'est qu'on s'est rendu compte qu'il y a une remise en cause certaine des droits acquis mais on a aussi le sentiment que ce qu'il faut combattre aujourd'hui c'est le sexisme ordinaire, l'ambiance anti-féministe qui est très diffuse aujourd'hui. On a du mal à les repérer parce que nous-mêmes nous sommes conditionnées et ce qu'on essaie de faire dans notre association c'est d'apprendre à décoder justement des situations de sexisme. Au sein de l'association on a des réunions mixtes et des réunions non-mixtes. Dans les réunions non-mixtes il nous est arrivé notamment de parler de petites réflexions qu'on nous a faites dans la vie de tous les jours, des choses typiques mais qu'on ne relève pas et puis un jour on se dit: "Mais ça fait dix fois qu'on me dit ça et ce n'est pas normal"; des réflexions sur les tenues vestimentaires, trop courtes ou autres, toutes ces choses qui n'ont l'air de rien mais qui ont valeur de symbole et sont importantes pour nous parce que c'est cela qu'il faut combattre aujourd'hui.

Nous sommes une association mixte, il y a donc des adhérent(e)s hommes et femmes. Sur les quarante adhérent(e)s, environ une quinzaine sont des jeunes hommes. Mais il faut savoir qu'à Sciences Po on a un peu déclenché les foudres et déchaîné les passions. Il y a des gens qui n'ont pas du tout supporté ce qu'on a fait. Ils ont assisté nombreux aux conférences, environ cent pour la conférence avec Michèle Perrot sur le thème du *backlash*, le film d'Agnès Varda ou encore la conférence sur l'Europe et les femmes. On essaie de tenir les gens au courant des manifestations nationales, en tout cas il y a une réelle demande d'information. Il y a des gens qui attendaient une telle association, qui voulaient défendre les droits des femmes mais qui ne se revendiquaient pas féministes. Pour nous, ça a été très important de dire qu'on était une association féministe, on l'a revendiqué pleinement. Au début, beaucoup de gens trouvaient ça péjoratif et puis ça rentre de plus en plus dans les mentalités à Sciences Po. On est acceptées, on fait partie du champ associatif, on compte avec nous dorénavant. Les réunions non-mixtes sont importantes pour nous, car on tient à un espace de parole "libre" où l'on puisse parler sans sentir une emprise, même inconsciente, du regard des hommes.

Claire LEMERCIER

Diplômée de l'Institut d'Études Politiques de Paris

Je vais en parler assez rapidement des études féministes parce que ce n'est pas forcément la première question qu'on s'est posée et on commence juste à y réfléchir maintenant. On s'aperçoit justement que ça pourrait avoir un intérêt pour expliquer l'accueil qui nous a été fait à Sciences Po et pour y faire changer des choses parce que, là comme partout ailleurs, on a peu de professeurs qui

s'intéressent aux études féministes. Les quelques conférences qui ont lieu sur ce sujet sont faites par les professeures américaines dans le cadre d'enseignements d'ouverture, c'est-à-dire des enseignements optionnels où on peut faire un peu ce qu'on veut. Il y en a un qui est spécifiquement sur les droits des femmes. Il y en a une autre qui est peut-être plus intéressant et plus original, fait par Libby Schweber, une jeune spécialiste américaine qui enseigne la sociologie des sciences. Elle a passé un bon tiers de l'année à nous expliquer ce que les approches féministes pouvaient apporter à la sociologie des sciences. Et ça m'a paru particulièrement intéressant de voir que la réflexion féministe pouvait fournir des grilles de lecture théoriques: vous pouvez vous interroger sur une approche plus relationnelle des sciences humaines, vous pouvez avoir un rapport avec la micro-histoire. Ces débats peuvent paraître très théoriques mais ils nous ont intéressé(e)s parce qu'on est un petit nombre d'étudiants et d'étudiantes en histoire, à participer aux *Sciences Potiches*. Finalement, cela nous a fait comprendre que beaucoup d'autres enseignements à Sciences Po, comme nos enseignements en culture générale, étaient complètement fermés à ce genre d'approche féministe, que quand on évoque le féminisme en culture générale c'est juste en gros, pour opposer un féminisme américain, communautariste, fermé et très mauvais à un gentil féminisme français qui se borne à revendiquer le droit à l'avortement. Et ça nous a aussi peut-être fait comprendre pourquoi les gens venaient quand on les invitait à une manifestation contre la remise en cause du droit à l'avortement et pourquoi on est parfois moins bien reçues quand on essaie de leur expliquer que, même à Sciences Po, il n'est pas normal qu'on nous fasse des réflexions nettement sexistes sur la manière de nous habiller, qu'il n'est pas normal que si une fille prend la parole dans une conférence c'est généralement moins bien vu que de la part d'un garçon, etc. Je pense que la réflexion sur les études féministes, l'étude de l'histoire des femmes, de l'histoire des mouvements féministes peut nous donner un héritage à gérer et quelque chose sur quoi nous appuyer. Il y a aussi des réflexions bien plus générales, comme elles ont été quand même pas mal vulgarisées en France à partir des débats sur les livres de Françoise Héritier, qui a été assez lue à Sciences Po. Toutes ces dimensions des études féministes pourraient, je crois, nous apporter beaucoup et nous faire mieux comprendre comment articuler le combat sur les droits, contre le *backlash*, sur la parité (ce genre de choses passe assez bien à Sciences Po, parce qu'il y a beaucoup de juristes, des gens qui font du militantisme politique) avec un combat plus quotidien sur les manières de vivre, avec tout ce qu'on appelle la conscientisation, la sensibilisation. Ceci a paru bien moins évident au départ, dans la mesure où Sciences Po n'est quand même pas essentiellement un centre de recherches en sciences humaines. Ça forme plutôt des gestionnaires, des économistes, des politiciens, mais il nous paraît important aussi de former ces gens-là quotidiennement, de les sensibiliser à toutes les expériences des rapports entre les sexes.

Mafalda de l'Université de Toulouse-Le Mirail

Samantha VIDAL

Mafalda est une association créée en 1993 par des étudiantes et des étudiants de la faculté du Mirail. Il s'agissait, d'une part, de mener une réflexion sur le féminisme actuel et, d'autre part, de divulguer des informations concernant la contraception, la sexualité, le viol et les violences, le sida ou encore l'avortement.

Ces étudiant(e)s mêlaient des individu(e)s engagé(e)s politiquement ou syndicalement, d'autres qui ne l'étaient pas. Il s'agit en fait d'une association féministe indépendante. Je me suis investie dans la lutte féministe lors de la préparation de la manifestation du 25 novembre 1995. C'est à cette époque que j'ai intégré *Mafalda*.

Nous avons réussi à faire monter une cinquantaine de personnes de Toulouse pour cette manifestation. Pour financer le voyage, nous avons lancé plusieurs actions à la fac, notamment des conférences/débats avec des intervenantes de l'équipe *Simone*, du MFPPF, etc. Les thèmes de ces conférences étaient "La libre disposition de notre corps" et "Femmes et travail", je crois. Ensuite, à l'initiative d'Irène Corradin, nous avons organisé une projection suivie d'une discussion sur les commandos anti-IVG. On a eu une bonne participation. Tout ceci a permis de redynamiser l'association, d'y introduire d'autres personnes. Nous avons aussi participé à des émissions de radio, dont celle qui avait été créée par Marie-France Brive et Irène Corradin et qui s'appelle *Voix de femmes* sur une radio libre toulousaine. Nous avons aussi une autre forme d'action qui est notre fanzine. Adeline va en parler. Ensuite, j'enchaînerai sur la mixité et les études féministes.

Adeline ARAGON

Le fanzine est le résultat de nos efforts divers. On y trouve, par exemple, des lettres envoyées à *Télérama* ou au *Monde* pour protester contre des articles sexistes. Notamment, pour la journée des femmes, nous avons trouvé un article dans *Télérama* intitulé "Pas facile d'être un homme". Nous leur avons envoyé une lettre à ce propos. Nous publions aussi des poèmes. Après tout, le féminisme peut autant passer par des recherches scientifiques que par la littérature. Je pense aussi que c'est un moyen efficace de faire passer le message. La rédaction du fanzine est l'occasion de confronter nos différents points de vue, de connaître les réactions des lecteurs/trices. A propos du premier numéro de *Fem'zine*, quelques personnes ont trouvé la photo de la couverture un peu choquante. Cela a été une occasion de préciser un point de vue. Personne ne nous empêche d'améliorer la

qualité de notre fanzine. Nous n'avons sorti que deux numéros (nous le vendons à prix coûtant: 2 francs).

Samantha VIDAL

Le fanzine est un mode d'expression où il n'y a pas trop de thèmes directeurs. Le seul point commun c'est que tous les articles ont une approche féministe. Ils peuvent toucher à la politique, à la bande dessinée, cela peut être des modes d'expression comme le dessin ou la poésie.

Il n'y a pas de direction même pour nos réunions hebdomadaires où nous n'avons pas d'ordre du jour spécifique. Nous parlons de l'actualité, de nos lectures, de notre sensibilité féministe. Ces discussions dérivent sur les problèmes politiques en général. Le féminisme est un mouvement politique.

Notre groupe est mixte. Les personnes qui ont adhéré à l'association sont des personnes qui se sont mobilisées autour du 25 novembre, hommes ou femmes. La préparation était mixte, comme la manifestation. Après cela, nous avons convenu qu'il était vraiment indispensable de continuer notre lutte. Nous avons engagé des discussions, pris contact avec des féministes et nous ne voulions pas perdre ces forces. Comme *Mafalda* existait, nous nous sommes dit que c'était la meilleure solution: on gardait le lien avec les "anciennes" de *Mafalda* qui avaient depuis longtemps défini leur mixité. J'adhère complètement à cette façon d'expliquer la mixité. Nous sommes tou(te)s victimes des rôles que la société nous inflige et nous subissons tou(te)s la société patriarcale mais, bien sûr, pas de la même façon. Les femmes en sont plus victimes. Mais hommes comme femmes nous voulons nous émanciper de cette image à laquelle on doit se conformer.

Il est intéressant de parler en groupe mixte de ces rôles définis par le sexe, des rapports de domination. Le débat sur la mixité n'est pas figé. Je pense que "féministe" n'est pas nécessairement inscrit sur la tête de toutes les femmes, comme la lutte anti-raciste (même si elle n'a rien à voir) n'est pas le monopole des gens qui sont victimes du racisme.

Nous avons envisagé, tout comme le *CARES*, de faire des réunions non-mixtes si nous en ressentions le besoin. Les garçons de *Mafalda* l'ont tout à fait compris. L'argument des partisans de la non-mixité est le fait que, parfois, les hommes monopolisent la parole; ceci n'existe pas dans notre association. Si cela se produisait, nous reverrions notre position, je pense.

A propos des études féministes, nous avons, en histoire et en sociologie, des modules sur les femmes et sur les rapports sociaux de sexe. Il existe aussi un groupe de recherche, déjà cité, appelé équipe *Simone*. Les recherches féministes sont actives à la fac du Mirail; de plus, nous avons un centre de documentation féministe à l'équipe *Simone*. Tout ceci alimente notre réflexion et c'est un véritable atout pour nous. La seule chose que je peux reprocher à l'équipe *Simone* c'est qu'elles ne sont pas des militantes. Nous leur demandons

quelquefois de participer à nos actions. Nous sommes contentes de participer à cette journée.

Une intervenante

Mafalda, ça veut dire quoi?

Samantha VIDAL

Ce matin, je ne savais pas ce que voulait dire ATP, je croyais que c'était le classement des tennismen. *Mafalda*, c'est la petite fille de la bande dessinée qui vient d'Argentine, c'est une petite fille qui pose toujours plein de questions sur la société et sur le monde. C'est une petite héroïne, c'est une petite mascotte en fait.

Michèle FERRAND

Combien êtes-vous à peu près?

Samantha VIDAL

Quinze, mais je ne connais pas encore tou(te)s les ancien(ne)s militant(e)s, je ne sais pas s'ils/elles sont encore là. Mais là, on est une dizaine ou une quinzaine.

Samantha Vidal et Adeline Aragon

LE DÉBAT

Liliane KANDEL

J'ai deux questions.

La première: est-ce que vous voyez une différence entre vous qui militez essentiellement sur la question des rapports de sexe et certaines de vos camarades qui sont dans d'autres groupes politiques?

La deuxième qui m'est apparue en vous écoutant, c'est une différence, qui me paraît assez intéressante, avec ce qui s'est passé pour nous dans les années 70. J'ai eu l'impression que l'essentiel de vos interventions, en tout cas celles dont vous parliez, se portaient sur les problèmes et les initiatives politiques générales militantes du mouvement. Nous avons, en commençant le mouvement (mais en même temps les études féministes) une deuxième série de pains sur la planche qui était de faire en permanence la critique de ce qu'on nous enseignait. Je sais bien que maintenant il y a des études féministes et que la plupart d'entre vous êtes passées, soit par le groupe *Simone*, soit par le CEDREF à Paris, soit par le CLEF à Lyon, mais il m'a semblé que, d'une certaine façon, cet aspect de critique du sexisme, des biais anti-féministes du contenu de ce qu'on vous enseigne paraissait secondaire par rapport à vos autres activités. Est-ce que c'est vrai?

Marie-Anne JURICIC

Non, ça ne nous paraît pas secondaire. Tout à l'heure je suis intervenue pour dire qu'il n'y avait pas assez d'u.v. féministes à Jussieu et, dans les programmes de sociologie, on sait très bien que la variable sexe n'est pas toujours prise en compte. On n'est pas rentrées dans un débat très approfondi, dans la mesure où on s'est présentées de façon générale, mais ça nous tient à cœur et on remet nos enseignements scolaires et universitaires en cause; c'est l'objet de nos débats quand on se réunit.

Adeline ARAGON

Je suis du même avis. Je pense que ce n'était pas une question que j'avais sentie à l'ordre du jour, une question qu'on nous avait demandé de développer. Quand je parle de parler ensemble du poids de la société et des mentalités sur les rôles, ça passe bien sûr par l'éducation familiale et scolaire. Dans les critiques de l'éducation il y a aussi la rééducation c'est pour ça que je trouve qu'il est intéressant d'en parler avec les hommes, de retourner les questions, de les renverser pour qu'eux aussi aient cette approche-là.

Samantha VIDAL

Je pense qu'on est toutes d'accord pour dire qu'on a une approche universaliste du féminisme et qu'on s'oppose toutes à une conception essentialiste de la différence innée et ce genre de choses. On est toutes pour un féminisme qui prend en compte les différences culturelles et qui rend à la culture ce qui est à la culture et qui voit bien que les différences qu'on a prises pendant très longtemps pour des différences naturelles sont des différences culturelles.

Claire LEMERCIER

A Sciences Po, nos cours ne sont pas ceux où il est le plus facile de discerner un rapport avec les études féministes parce que quand on fait de la comptabilité on peut en trouver mais on ne peut pas mobiliser les foules là-dessus. En revanche, il y a un élément qui nous mobilise de plus en plus, ou dont on parle en tout cas, c'est dans les méthodes de l'enseignement, dans la prise de parole. Sciences Po c'est quand même une école où on nous apprend beaucoup à parler, où on fait beaucoup d'exposés, où on est censées participer. Là, on voit souvent des différences entre les professeurs: la manière dont ils considèrent les interventions des élèves, tout ce genre de choses. Un professeur qui peut dire à une fille qu'elle a fait un exposé en parlant comme une speakerine ne dira pas forcément l'équivalent à un garçon. Je pense qu'au niveau du supérieur, peut-être, le travail sur les contenus apparaît moins flagrant, moins urgent que par exemple sur les manuels scolaires du C.P. où on voit très vite le rôle masculin et le rôle féminin et ce qu'il faut faire. En revanche, je crois que les conditions de l'enseignement, c'est-à-dire le fait qu'il y ait beaucoup d'hommes parmi les professeurs (et encore plus quant il s'agit de présidents de jurys) et les rapports différents qu'ils peuvent avoir avec les élèves selon le sexe des élèves, ça c'est un problème fondamental pour tous les gens qui travaillent dans des établissements d'enseignement supérieur.

Suzette ROBICHON TRITON

J'aimerais simplement savoir si le désir d'avoir des "lesbian studies" ou des "gay and lesbian studies" a été soulevée dans le cadre d'une université. J'ai en effet rencontré plusieurs lesbiennes en DEA qui regrettent qu'il n'en existe pas en France et trouvent regrettable que les études féministes ne comportent pas ouvertement la dimension lesbienne. Qu'en pensez-vous personnellement?

Claire LEMERCIER

Juste à partir de l'expérience de Sciences Po, il me semble peut-être plus important de faire réfléchir les professeurs de culture générale, qui vont forcément risquer de véhiculer des clichés sexistes, leur demander de prendre en compte une dimension d'études féminines, féministes, je ne sais pas dire exacte-

ment comment, plutôt que d'ajouter des enseignements ponctuels, qui certes sont très intéressants parce qu'ils permettent de critiquer tout le reste, mais qui ont souvent un statut un peu ambigu et qui risquent de fonctionner un peu comme des options. Et je me demande s'il ne serait pas plus urgent de travailler dans toutes les matières transversalement sur les critiques et les corrections que peuvent apporter les études féministes que de développer partout des options très spécifiques. C'est ma position tout à fait personnelle parce qu'on n'a pas eu de débat là-dessus, même à l'intérieur des *Sciences Potiches*.

Yaël ELHADAD

Ceci dit, au sein de Sciences Po, il y a un enseignement d'ouverture qui est consacré au féminisme dans lequel on peut tout à fait aborder l'homosexualité. Je voulais faire un mémoire sur l'homosexualité féminine mais, trouvant peu de documents, j'y ai renoncé mais la professeure était tout à fait ouverte.

Michèle FERRAND

Une question pour continuer à s'interroger sur les avantages et les inconvénients de l'existence d'un ghetto autour des recherches féministes. Quand vous dites que vous voulez davantage d'heures de cours, davantage d'enseignantes, est-ce que vous avez réfléchi à la question de la nécessité d'une filière spécifique ou au contraire est-ce que vous envisagez plutôt quelque chose de transversal où, dans chaque filière disciplinaire, il y aurait des espaces où l'on pourrait mener des enseignements féministes?

Marie-Anne JURICIC

Je pense qu'il faudrait avoir les deux solutions: d'une part, des études spécifiques et puis de l'autre des études transversales. Je ne pense pas que l'un soit exclusif de l'autre.

Sarah BÉNICHOU

Il y a des choses à faire au niveau de l'université sur les enseignements féministes. A travers la pluridisciplinarité qui devrait être favorisée, on devrait aborder la question des droits des femmes, l'histoire féministe, la littérature, et ce de façon transversale dans toutes les matières: en droit, en histoire, en langue, en socio. Il faut attendre la maîtrise pour se spécialiser et aborder le thème du féminisme s'il nous intéresse particulièrement. Le problème c'est que l'on ne permet pas aux gens, ou trop peu, de s'intéresser à ce sujet puisqu'ils ne sont pas abordés en 1er cycle.

Samantha VIDAL

Il faut quand même voir la réalité des choses. Il est déjà difficile de créer une u.v. spécifique alors qu'il faudrait une approche transversale féministe dans chaque cours, dans n'importe quelle classe. Mais il faut voir l'esprit réactionnaire des UFR.

Michèle FERRAND

J'ai une autre question: à vous regarder, il semble bien que vous avez à peu près l'âge d'être nos filles et je voudrais savoir comment vous êtes arrivées au féminisme. Est-ce que vos mères étaient féministes ou non? Il y a quelques années j'ai mené une recherche rapide sur l'héritage féministe en interrogeant des adolescentes, filles de féministes. Le constat était clair: elles ne ressentaient aucunement le besoin de militer et considéraient même que le fait de militer pour des revendications féministes avait quelque chose d'un peu ringard. Ce n'était pas le féminisme qu'elles rejetaient mais le militantisme féministe. Elles avaient des revendications égalitaires parfaitement claires, elles se sentaient éventuellement prêtes à défendre leurs acquis, mais elles ne ressentaient absolument pas le besoin de participer à un mouvement collectif. Donc, je me pose la question de savoir comment vous-mêmes, personnellement, et comment vos amies autour de vous sont venues au féminisme et au militantisme actif.

Samantha VIDAL

Ma mère a une sensibilité féministe, mais elle ne lit pas d'écrits féministes. Elle n'a pas participé aux mouvements féministes parce qu'elle habitait dans un milieu plutôt rural. Mais elle a une personnalité anti-machiste, qu'elle tient certainement de sa mère.

Je pensais être féministe mais j'ai eu la conscience claire de l'être en faisant des études féministes. Ce que je trouve essentiel entre militantisme et recherches féministes, c'est ce va-et-vient des discussions, des réflexions. Grâce aux lectures, nous affinons notre argumentation. Après le module en histoire des femmes, "Femmes, histoire, société et culture", j'ai amélioré ma réflexion. Là, je me suis sentie féministe sans aucun problème et prête à militer.

Adeline ARAGON

Ma mère n'était pas du tout féministe mais elle l'est devenue grâce à moi. J'ai essayé de la convaincre, enfin je l'ai convertie.

Mais principalement, comme Samantha, c'est une question de lectures. J'ai aussi beaucoup d'amies qui sont devenues féministes après avoir suivi des études

sur les femmes. La rencontre de filles qui sont de sensibilité féministe joue beaucoup aussi.

Yaël ELHADAD

Pour ce qui est du groupe à Sciences Po, je vais parler en mon nom mais je pense aussi un peu aux autres copines qui sont dans l'association. Pour beaucoup, elles avaient une sensibilisation féministe parce qu'elles avaient des parents qui ont été militants, ou en tout cas sensibilisés, mais je crois que ce qui nous a amenées à faire cette association c'est qu'on était militantes dans un syndicat et donc qu'on avait déjà un petit peu une expérience du militantisme. De plus, le fait de partager un certain point de vue sur des événements extérieurs, comme ce sentiment de *backlash*, tout ça a fait qu'on a décidé de militer. Mais, je crois que ce militantisme, cette expérience qu'on a eu avant, sont vraiment importants dans le parcours de plusieurs d'entre nous. Il y en a peu qui n'avaient jamais milité et qui sont venues vers l'association.

Claire LEMERCIER

Moi, je voudrais évoquer un autre cas mais qui est aussi relativement fréquent dans les *Sciences Potiches*. C'est que ma mère est effectivement féministe et qu'elle ne me l'a dit que cette semaine. Sans être militante dans des groupements, elle avait toute la littérature féministe des années 70 mais elle est tellement contre toute forme d'embrigadement des enfants qu'elle ne m'a jamais fait lire tout ça. En revanche, ce qui a beaucoup joué, ce n'est pas les discours ou des lectures, c'est que simplement j'avais des parents qui se partageaient les tâches; mon père m'a aussi élevée et je crois que ça m'a imprégnée de l'idée que j'étais, en gros, un être humain. Finalement, je me suis aperçue que j'étais féministe en voyant des gens qui avaient été élevés tout à fait autrement, notamment une grande partie des gens de Sciences Po, qui ont une éducation catholique traditionnelle: c'est là que je me suis dit que, finalement, moi ce n'était pas pareil et qu'il fallait que j'explique aux autres qu'on pouvait être élevée d'une autre manière.

Claire PARICHON

Pour ma part, ma mère s'est peu investie dans les années 70 dans le mouvement des femmes; ce n'était pas une grande militante, je ne pense pas que ce soit une grande féministe. J'ai été également élevée par des parents qui partageaient les tâches domestiques, donc cela a eu, je pense, un effet. J'ai pu voir qu'il existait différentes pratiques.

Pour ce qui est des filles du *CARES*, nous sommes toutes un peu dans le même cas de figure, nos mères n'étaient pas de grandes figures de la lutte des

femmes, elles étaient plus ou moins sensibilisées. Nous sommes toutes, au départ, militantes dans des syndicats ou des groupes politiques, nous sommes arrivées à la lutte féministe en passant d'abord par ces organisations. La place que j'occupe dans le militantisme m'a souvent questionnée sur la place des femmes, plus généralement, dans la société.

Les personnes qui ont été touchées par le *CARES*, à travers nos débats, avaient quelquefois participé aux enseignements du CLEF, qui peuvent être suivis par les étudiant(e)s de DEUG. Ces personnes faisaient le lien entre notre militantisme et cet enseignement. L'u.v. sur les rapports sociaux de sexe qui était assurée par Daniel Welzer-Lang, en première année de sociologie, a également permis, sur ce campus, à des filles et des garçons de réfléchir sur ces questions.

Sandrine BODET

Dans les *Marie pas claire*, il y a deux cas: les filles qui étaient déjà investies dans des organes politiques au départ, qui avaient souvent des parents militants, des mères féministes et puis les étudiantes, les filles qui sont arrivées après, avec une conscience féministe depuis des années. Par exemple, je suis allée aux Etats-Unis, j'ai rencontré des copines anglo-saxonnes; et le fait de savoir qu'il y avait des études féministes et que je n'étais pas la seule à être féministe, ça m'a vraiment confortée. Et c'est à la suite de ça qu'un jour on s'est dit: "Il faut aller militer sinon ça ne va plus". Enfin, on ne pouvait plus continuer d'avoir ces idées féministes et d'être un peu les seules à les crier dans le vent et se sentir mal. Un jour, on s'est dit: "Il faut franchir le pas et aller militer parce que ça ne peut plus continuer".

Marie-Anne JURICIC

Moi, ma mère n'était pas du tout féministe, ni ma famille, personne. Ils sont totalement étrangers par rapport à cette réflexion féministe, voire hostiles et j'ai dû batailler dur pour imposer mes idées. Je suis devenue féministe à l'âge fatidique de la puberté, j'ai eu des réactions violentes face au sexisme, contre tous les stéréotypes qui étaient véhiculés. Mais je n'ai pas milité avant dans d'autres associations et si je suis venue au féminisme radical c'est parce que c'est une nécessité pour moi.

Sarah BÉNICHOU

Pour ma part, ma mère était féministe dans les années 70 et a travaillé avec différents groupes (politique et syndical) au moment où mes parents habitaient dans l'Aude, c'est-à-dire avant ma naissance. J'ai toujours su que ma mère était féministe: une énorme affiche proclamant "Pas de socialisme sans les femmes" trônait dans nos toilettes. On ne pouvait donc pas y échapper. Dès le

départ j'étais dans le bain, mais de façon passive et peu consciente. Par la suite j'ai milité syndicalement. Ce féminisme latent s'est associé naturellement à mon militantisme. Par ailleurs, depuis que je participe activement à la COMAS, ma mère et moi avons de grandes discussions sur la question du droit des femmes: j'ai appris qu'elle avait assisté à un avortement clandestin, j'ai pris la mesure de son engagement passé. Je suis assez fière d'elle, de l'héritage qu'elle m'a légué, mais le fait qu'elle ait baissé les bras m'agace beaucoup. Grâce à moi, elle a eu connaissance de la manif du 25, a pour l'occasion rappelé ses copines. Elle reste tout de même très découragée par les multiples remises en question (ou tentatives) de l'avortement notamment. Je lui en veux un peu de baisser les bras: cela ne m'encourage pas à me battre. Mais, en même temps, j'essaie de la comprendre. En tout cas, elle m'approuve. Pour ce qui est des autres militant(e)s de la COMAS, leurs situations sont très diverses. Certain(e)s sont en rupture totale avec le modèle parental.

Françoise DUROUX

Université Paris VIII

Je voudrais revenir sur la question des études féministes: la France est un cas, peut-être pas le pire mais certainement pas le meilleur. Il y a en effet des pays, le Québec par exemple, où le cursus disciplinaire inclut des unités de valeur obligatoires sur les femmes ou les rapports de sexe. Donc, lorsque l'enseignante ou l'enseignant qui assure cette u.v. s'en va, elle/il doit automatiquement être remplacé pour que cet enseignement continue d'être assuré. Le thème n'est pas tributaire d'un individu. En France, ce n'est pas le cas et c'est même le contraire. Les enseignements sur les femmes (pour ne pas employer la fatidique distinction entre études féministes et études féminines!), dépendent totalement des individus qui les assurent. Lorsque l'une d'entre elles part à la retraite ou à l'étranger, l'enseignement disparaît avec elle. Rien n'est inscrit, en dehors d'une initiative et d'une volonté incarnées.

L'enseignement disparaît, en général à la grande satisfaction du département concerné. Car il faut noter que subsiste une assez forte réticence des disciplines à l'existence et à la visibilité de ce type d'enseignement. Pour donner un exemple: il y a quelques années, à l'époque de la normalisation de Vincennes et de la refonte des maquettes, quelques unes avaient proposé des unités de valeur intitulées "Rapports de sexe" qui devaient prendre le relais des enseignements féministes des années 70-80. Le collectif s'est esclaffé et a trouvé la formule pornographique: "On ne pourra jamais envoyer ça au ministère; c'est indécent; voulez-vous bien retirer ça tout de suite?" Donc, on a fait flou: les enseignements ont eu lieu; nous avons fait les u.v. comme nous l'entendions, mais sous le masque ou le voile pudique, respectable de "Sociologie de la famille". Ainsi le ministère n'était pas choqué et nous pouvions quand même

dire ce que nous voulions dire. Tout cela crée une situation de *double bind*: à Paris VIII nous avons un DEA d'"Études féminines" et une formation doctorale qui permet de soutenir des thèses. Nous y tenons beaucoup car il constitue une affirmation de visibilité. Mais en ce qui concerne les étudiantes françaises, nous ne pouvons pas honnêtement leur conseiller de soutenir une thèse en "Études féminines", puisque cette discipline n'est pas reconnue en France et ne débouche sur rien. Nous les orientons donc vers une discipline "officielle" et rentable. La majorité des thèses est donc soutenue par des étrangères ou étrangers, d'origine anglo-saxonne ou australienne car, chez eux, il y a des postes correspondant à cette compétence.

Ce chantage fonctionne dès la licence: j'ai cessé de donner des intitulés explicites aux u.v. de licence car ils apparaissent comme des provocations et produisent un effet dissuasif sur les étudiant(e)s. Moyennant quoi, à la fin de l'année de licence, tout le monde souhaite faire une maîtrise sur des questions concernant les femmes: excellent résultat, mais si j'avais d'emblée annoncé la couleur, les étudiant(e)s prudent(e)s ne seraient pas venu(e)s.

La France est spéciale: les disciplines traditionnelles restent toutes-puissantes et il est très difficile de faire passer dans l'Université des travaux nécessairement interdisciplinaires qui débordent des cadres reçus.

Josette TRAT

L'existence de collectifs mixtes ou non-mixtes féministes et en lutte contre l'homophobie n'est pas nouvelle. Cela fait plusieurs années que dans certaines universités ils apparaissent, disparaissent, puis se reconstituent avec d'autres étudiant(e)s. Ce qui est nouveau, par contre, ce sont deux choses: d'une part un contexte plus favorable au développement de tels collectifs, en raison de l'impact de la manifestation du 25 novembre en faveur des droits des femmes; d'autre part, l'initiative prise par l'ANEF pour débattre avec ces collectifs de jeunes féministes. Je souhaiterais, quant à moi, que nous profitions des contacts pris à l'occasion de cette journée pour mieux faire circuler l'information sur les activités de ces collectifs, dans les universités où ils n'existent pas. A Paris VIII par exemple, il y a de nombreux enseignements et un DEA d'"Études féminines" mais pas de collectif étudiant susceptible de débattre (voire d'agir) avec l'ensemble des étudiant(e)s. Ce qui est fort regrettable selon moi. En tant qu'enseignantes, il n'est pas question de nous substituer à nos étudiantes mais nous pouvons facilement diffuser des informations sur ce qui se passe ailleurs.

Samantha VIDAL

J'ai une rapide question à vous poser. Je voudrais savoir pourquoi vous nous avez—j'ai peur de me faire tracter—pourquoi vous nous avez demandé à

nous, organisations féministes, jeunes féministes, de venir. Je ne sais pas ce qu'on représente. Qu'est-ce que vous attendez et qu'est-ce que vous en pensez?

Françoise PICQ

Nous avons l'idée, lorsque nous avons pris l'initiative d'organiser cette journée sur "études féministes, militantisme et mouvement des femmes", de poser deux questions. La première, qui nous concerne, sur l'articulation entre recherche et action; la seconde sur la transmission entre les générations. Parce que les études féministes c'est la recherche mais aussi l'enseignement. Il était logique de chercher à savoir comment les études féministes étaient reçues par les étudiantes. C'est d'ailleurs tout à fait intéressant de noter la différence entre celles qui sont dans des universités où des études féministes existent vraiment et celles qui ont entendu parler d'études féministes de loin parce qu'il n'y en a pas dans leur université.

Marie-Jo DHAVERNAS

CNRS, Philosophie

Avant de vous poser ma question, je vais d'abord donner ma réponse à celle que vous posiez, à savoir: qu'est-ce que nous attendons de vous? Et je donnerai une réponse en forme de titre de la collection Harlequin: "On vous attend depuis longtemps". Parce que les actions menées par nous dans le mouvement des femmes, on peut les faire un moment puis leur donner une suite dans le cadre des études féministes, mais ce n'est pas la même génération qui peut tout réinventer tous les jours. Nous n'avons pas envie que notre mouvement soit un simple moment dans l'histoire, mais que la lutte soit poursuivie jusqu'à ce que la société cesse d'être sexiste; et pour y arriver, il faut par essence de nouvelles idées, de nouvelles personnes.

Ce que je voulais, pour ma part, vous demander à mon tour, c'est ce qui vous motive en particulier. Êtes-vous mobilisées par l'ensemble des problèmes en rapport avec le sexe et le genre, ou bien y a-t-il des thèmes plus actuels, plus porteurs pour votre génération, ayant plus d'importance étant donnée l'époque particulière où vous entrez dans la vie d'adulte, etc.? En ce qui nous concerne, ce ne sont pas nécessairement les mêmes thèmes sur lesquels nous avons lutté le plus activement au début, et ceux sur lesquels nous nous sommes mises à travailler par la suite; ainsi, pour nous, au début, les questions touchant au corps étaient particulièrement cruciales, puis par la suite ont été relativisées par rapport à d'autres thèmes pour lesquels l'intérêt était plus théorique au départ, comme le travail par exemple. Pour vous, y a-t-il des urgences, des sujets prioritaires correspondant particulièrement à notre époque et à votre génération?

Marie-Anne JURICIC

On peut répondre qu'on ne privilégie aucun thème en particulier. Tout est essentiel, tout nous intéresse, donc on va travailler sur les rapports sociaux de genre et les rapports de domination entre les sexes dans toutes les strates de la société. Il n'y a pas de thème privilégié. L'avortement est aussi important que l'hétérosexualité, l'homosexualité est aussi importante que le travail, que la catégorisation sexuelle sexiste. Tout nous intéresse. Il n'y a pas de point en relief chez les *Marie pas claire*.

Adeline ARAGON

Je serais sensible au sexisme dans le langage, au sexisme dans la publicité et à cet environnement dans lequel on baigne et qui est assez pesant. Je ne suis pas touchée par ce fameux sexisme direct. C'est assez valable pour beaucoup d'étudiantes parce qu'elles ne souffrent pas énormément du sexisme dans la mesure où elles ne vivent pas en couple. Elles ne sont pas confrontées au sexisme d'un homme en particulier mais à un sexisme ordinaire et diffus.

Hélène ROUCH

Si j'ai bien compris, vous êtes toutes étudiantes en sciences humaines ou dans des disciplines littéraires. J'aimerais savoir si dans vos groupes et parmi vous il y en a qui font des études de mathématiques ou de sciences expérimentales. Si oui, parlent-elles de problèmes qui seraient, pour elles en tant que filles, spécifiques à ce type d'études? Et menez-vous dans votre groupe une réflexion sur la façon dont vous avez choisi vos études et sur une discrimination possible entre filles et garçons qui aurait influencé votre choix?

Claire LEMERCIER

Je vais finir de répondre à la question précédente et à celle-ci en même temps parce que c'est peut-être lié. Je crois que pour en finir avec la question précédente, justement là où on a vu que notre association avait une certaine vitalité, c'est quand on a commencé à évoquer des sujets très variés, y compris à propos des sciences, même si au départ on s'est créées d'abord en réaction aux menaces contre le droit à l'avortement, ce qui s'est traduit par une manifestation et, vu le contexte particulier de Sciences Po, on était particulièrement intéressées par les femmes en politique, le langage et la parole. Par ailleurs, ce qui est intéressant, c'est qu'à Sciences Po un certain nombre de personnes ont une formation scientifique antérieure et quand on tient des tables, c'est très souvent elles qui viennent nous voir pour nous dire que, en gros, il y a le cerveau droit, le cerveau gauche, que tout est déterminé, que de toute manière il n'y a rien à faire, que les femmes ce n'est pas pareil et que c'est pour ça qu'elles sont au foyer. C'est impressionnant le nombre d'anciens étudiants en biologie, en médecine, en

pharmacie ou écoles d'ingénieurs qui sont venus nous dire ça par rapport au petit nombre de ce genre d'étudiants qu'il y a à Sciences Po. On a dû à peu près tous les voir. Effectivement, il y a vraiment un problème au niveau des études scientifiques, un problème évident selon les sexes et aussi un problème de modèles, ça je crois qu'on en est toutes conscientes. Dans les endroits où on fait des études scientifiques, je crois que c'est vraiment là où les études féministes sont le plus absentes. C'est vraiment grave dans la mesure où la vulgarisation scientifique, qui peut passer dans les *news magazines* ces temps-ci, revient souvent sur des thèmes comme l'homosexualité génétique, etc., et où le discours des anti-IVG se fonde sur des interprétations scientifiques complètement biaisées sur le début de la vie. Il y a vraiment un travail à faire là-dessus, qu'on ne fait pas suffisamment. Même si tout ce qui est critique sociologique, étude du langage est très important aussi, il y a vraiment un champ inexploré. Enfin, ça c'est un combat personnel parce que j'essaie d'avoir une double formation et de faire de l'histoire des sciences et de la sociologie des sciences mais je constate en plus que ça intéresse de plus en plus de gens et qu'on se rend compte que, vue l'utilisation politique qui est faite des sciences, il faut forcément réagir là-dessus et avoir un contre-discours.

Dominique FOUGEYROLLAS-SCHWEBEL

Je voudrais intervenir par rapport à la question: qu'est-ce que vous attendez de la rencontre? Moi, j'aurais un premier embarras. Comme il y a eu une rupture entre le débat de ce matin et celui de cet après-midi dans la forme, il y avait peut-être des questions qu'on a énoncées ce matin comme devant être transversales et qu'il aurait été intéressant de reprendre cet après-midi, comme la confrontation du mouvement féministe et du mouvement social. J'ai à l'esprit cette question-là, qui était dans les questions qui sont restées en suspens ce matin, car à vous entendre toutes parler c'est incontestablement dans une certaine conjoncture politique dont vous avez pris acte que vous avez développé vos groupes.

J'ai une deuxième question. Vous avez souligné comment la manifestation du 25 novembre, à travers les travaux de la CADAC, avait été aussi importante par la question qu'elle posait des droits à l'avortement. Mais j'aimerais, si on en est capables, avoir aussi un échange sur les transformations incontestables de ces vingt, trente dernières années: ne vous ont-elles pas amenées à vous poser des questions sur le rapport au corps, la sexualité avec les réponses qui peuvent être apportées par les moyens de contraception? Êtes-vous à même de renouveler un débat sur ces questions au-delà de la question de l'avortement simplement? C'est-à-dire comment vous reposez-vous ces questions sur la sexualité à partir des différents moyens de contraception et, bien sûr, des différents moyens de protection par rapport au sida.

Une intervenante

J'ai une question en ce qui concerne ce qui amène les jeunes dans vos groupes. Je me posais la question de savoir s'il y avait des femmes qui venaient là à la suite de violences qu'elles auraient subies, parce qu'il y a le fait d'être militante avant le fait d'avoir des lectures féministes. Est-ce qu'il y en a qui viennent en disant, par exemple: "Je m'intéresse au féminisme parce que j'ai subi des violences autres que verbales"? Ma deuxième question c'est: quelles actions, quelles revendications envisagez-vous? Est-ce que vous envisagez des actions particulières par rapport à des revendications précises dont nous on n'aurait pas entendu parler?

Sandrine BODET

Je crois, quand même, qu'on a bien précisé qu'on était des groupes de réflexion et d'action et qu'il n'y avait pas de dichotomie pour nous. C'est curieux d'entendre qu'on n'est des groupes que de réflexion alors qu'on se joint à des manifestations, qu'on a participé activement à la préparation de la manifestation du 25 novembre. On prend des initiatives, bien sûr: fêtes, débats, etc.

Marie-Anne JURICIC

La question a été plus ou moins posée tout à l'heure. On a des discussions qui sont très larges, nos thèmes sont variés et quand il y a un problème particulier on l'aborde. Encore une fois, on n'a pas de thèmes privilégiés. Dans nos discussions on parle de tout, absolument de tout, du privé comme du public. Je ne peux pas le dire autrement. Donc il n'y a pas de spécificité de lutte, à part la lutte spécifique féministe qui englobe énormément de points.

Yaël ELHADAD

Je crois que, pour ce qui est des *Sciences Potiches*, il y a des choses à changer. Au niveau juridique par exemple, bien qu'on ait pratiquement atteint une égalité en droit et qu'on nous dise qu'il n'y a pas grand-chose à gagner, notre revendication, s'il y a revendication, ce serait de faire passer la loi dans les faits. Je crois que c'est ça le travail qu'on a à faire aujourd'hui et lutter contre le sexisme ordinaire fait partie de cette évolution, notamment par le travail de sensibilisation qu'on essaie de faire, bien modestement. Mais je pense que c'est par la sensibilisation qu'on pourra faire changer les choses. Ceci n'est pas tout à fait une revendication mais c'est notre moyen d'action en tout cas.

Claire LEMERCIER

C'est-à-dire que, par exemple, nous sommes plutôt proches des milieux de la haute fonction publique. On n'a plus la revendication d'ouvrir l'ENA aux filles puisque c'est fait. Maintenant que l'ENA est ouverte aux filles, il reste à faire que les jurys évitent de faire des remarques sexistes comme il le font tous les ans, à comprendre pourquoi il y a beaucoup moins de filles parmi les admis à l'issue de l'oral que parmi les admissibles et à voir ce qu'on peut changer au niveau de l'enseignement supérieur et évidemment, plus en amont, au niveau de l'orientation, la manière d'apprendre aux filles à s'exprimer, etc. Et forcément, à partir du moment où ce qu'on veut c'est ça et non plus simplement un droit, une ouverture, on a une action qui est plus diffuse et on a surtout une réflexion.

Samantha VIDAL

Je voudrais exprimer une revendication qui n'est peut-être pas partagée par *Mafalda* parce que je ne leur en ai pas encore parlé.

Comme il existe des assistantes sociales qui contrôlent les familles pour savoir si l'on s'occupe correctement des gamins, quelles sont leurs conditions de vie, je voudrais des contrôles du travail domestique, avec une loi et des contrôleurs. Voilà ma revendication.

Sarah BÉNICHOU

Nous n'avons pas de revendications très précises comme *Mafalda* mais cela viendra. Nous portons plutôt des revendications comme la sexualisation des filières, le sexisme à la fac. La contraception, l'avortement sont des enjeux fondamentaux pour nous. La question des femmes au travail est aussi très importante pour nous: l'université est censée préparer à ce monde-là.

Irène FOYENTIN

ANEF

Samantha Vidal interrogeait l'ANEF sur ses attentes en organisant cette table ronde avec des jeunes féministes et je crois, bien sûr, que l'ANEF, ses membres ont des attentes quant aux nouvelles formes que peuvent prendre les luttes et la réflexion féministes.

Pour ma part, c'est ainsi que je formulerais mes attentes: j'ai traversé une autre période que la vôtre et une autre histoire, qui m'a valu mon engagement dans le mouvement de libération des femmes dans les années 70-80. Je pense que ce qui fut de façon décisive acquis à ce moment-là, dans les mentalités, fut qu'on pouvait être femme sans obligatoirement se définir par la maternité. Ce décollement du rapport "organique" entre mère et femme, même s'il était acquis

pour une petite majorité, n'avait pas le caractère d'évidence qu'il me semble aujourd'hui avoir majoritairement, en France du moins.

Je me demande si cette séparation entre le féminin et le maternel n'a pas eu des effets complexes qui font qu'aujourd'hui on ne peut plus penser le féminisme avec les mêmes instruments qu'auparavant. Il me semble, par exemple, que cette disjonction entre mère et femme a eu indéniablement des effets de libération, de désenclavement quant à une hypothétique naturalité définissant les femmes. Mais paradoxalement, pour autant que le maternel avait et garde encore un statut relativement sacralisé, peut-on faire l'hypothèse, maintenant que ce verrou a sauté, que nous nous trouvons désormais exposées à une violence de nature différente dans les relations entre sexes, à un rapport de forces beaucoup plus aigu et aussi difficile à penser et à traiter car il faudrait forger de nouveaux concepts?

Dans ce même ordre d'idée, il me semble que l'univers dans lequel je me construisais était très fortement différent du vôtre quant à la mixité. Je n'ai en fait connu réellement la mixité qu'à l'université et dans le milieu du travail. La mixité à l'école primaire et au lycée est un acquis récent (voir le travail de Claude Zaidman, *La mixité à l'école*, paru dans la Bibliothèque du féminisme chez l'Harmattan). Qu'est-ce que cela change? Comment s'inscrit maintenant la différence des sexes? A mon époque, le "monde des garçons" était un autre monde, celui d'en face. Cela avait des effets de curiosité mais aussi des effets de protection dans le monde des femmes dans lequel j'évoluais, peut-être des effets d'identité. Qu'en est il aujourd'hui? Comment les jeunes féministes nourrissent-elles leur réflexion de cette expérience de confrontation très différente?

Marie-Anne JURICIC

La mixité à l'école garde la bi-catégorisation des sexes dans l'apprentissage des jeunes.

Samantha VIDAL

Je me destine à une carrière d'enseignante et j'aurais du mal à enseigner devant seulement une classe de filles. La mixité est indispensable.

Claire PARICHON

Pour les jeunes, la question de la maternité peut être également violente. Il "faut" toujours avoir un désir d'enfant, on nous laisse seulement un peu plus de temps qu'auparavant.

Christine DELPHY

Une chose a changé. Irène Foyentin leur a demandé comment elles se comportent par rapport à la différence des sexes, mais Marie-Anne Juricic a répondu en terme de bi-catégorisation. Yaël Elhadad a dit "on nous dit qu'il ne nous reste pas grand chose à gagner", mais c'est un effet *backlash*. On nous disait ça dans les années 60 et après il y a eu des changements juridiques. Maintenant, on nous dit la même chose.

La recherche féministe en France est très peu développée. Il y a très peu de revues: *NQF* et *Clio* sont les deux seules (plus *Les Cahiers du GRIF* qui viennent de re-paraître). Par rapport à ça, de nouvelles revues apparaissent sans arrêt dans les pays anglo-saxons (plus de 35 existent). On ne peut faire des études dans ce pays sans lire ce qui se fait à l'étranger: résister à lire en anglais, c'est se couper de 80% de la production scientifique. Il existe, en Angleterre par exemple, une revue féministe d'études juridiques.

La question de la parité pose celle de l'égalité formelle dans les droits. Une égalité formelle, c'est un faux universalisme, celui du sujet de droit qui est neutre. Mais, ce sujet n'est en réalité pas neutre. Il ne suffit pas de dire que le texte de la loi est neutre. Il faut donc résister au *backlash* et continuer la recherche parce que l'idéologie dominante est sans arrêt transmise par vos professeurs, mais cette recherche on ne peut pas la faire sans les recherches étrangères

Une intervenante

Je voudrais compléter, sous un autre angle, ce que vient de dire Christine Delphy sur le refrain que tout serait déjà fait en matière de droit.

D'abord, il reste beaucoup à faire dans le domaine juridique, parce que la loi doit garantir les droits qu'elle proclame, et pas seulement les énoncer. Une loi qui énonce un droit, sans le garantir, est insuffisante, elle n'est qu'une simple déclaration, pas une loi. Un texte qui énonce une interdiction sans prévoir de sanction, sans utiliser la technique juridique pour assurer vraiment la prohibition, est une arnaque, une escroquerie intellectuelle.

Deuxièmement, ce n'est pas parce qu'une inégalité vient d'un usage que la loi n'a pas à intervenir: la loi peut être utilisée à l'encontre de l'usage. Et d'ailleurs, c'est souvent ce qu'elle fait: avant qu'un crime ne soit interdit par une loi, il n'est qu'un usage. Et puis, bien sûr, pour que la loi intervienne dans ces domaines, il faut que l'on dispose de recherches féministes sur les inégalités de fait, parce que l'intervention du législateur est lourde, il faut des arguments solides lorsqu'on la revendique.

En troisième lieu, il ne faut pas considérer la loi uniquement avec un L majuscule, la loi votée par le Parlement, il faut aussi tenir compte des règlements, des circulaires. Il y a toute une série de dispositions qui sont prises

par ces normes juridiques-là, dans le domaine de la sécurité sociale, des retraites notamment et qui peuvent rogner insidieusement les droits des femmes. Par exemple, le non-remboursement de la pilule, ou de tel ou tel type de médicaments utilisés par les femmes, est institué par arrêté. L'attribution de points de retraite aux femmes mères de plusieurs enfants, qui facilite le retour au foyer des femmes —et donc qui casse le marché de travail pour elles— est aussi une mise en place par règlement. Il y a tout un arsenal juridique qui peut mettre en péril les droits des femmes, sans faire la une des journaux et sans que nous puissions réagir.

Samantha VIDAL

Si le droit n'est pas effectif c'est que la loi n'est pas bonne. Il y a des lois à faire respecter et des lois à changer.

Yaël ELHADAD

C'est contre la culture sexiste qu'il faut lutter. Il y a beaucoup de lois qui ne sont pas respectées.

Claire LEMERCIER

Nous sommes des militantes qui venons voir des chercheuses mais les deux types de réflexion ne sont pas contradictoires. Nous comprenons que les sciences exactes, le droit sont également à travailler. Mais, déjà nous avons à faire appliquer le droit tel qu'il existe puisqu'il n'est pas appliqué.

Une intervenante

Vous avez dit que vous n'êtes pas essentialistes mais vous dites en même temps (en tout cas, certaines) que vous ne connaissez pas les études féministes. Il y a donc permanence d'un clivage (un camp ou un autre) et ce n'est pas ce que j'attendais. Est-ce que dans ce que vous souhaitez faire il y a quelque chose susceptible de porter le mouvement? L'ANEF, comme lieu de transmission de mémoire et de rencontre des associations a quelque chose à jouer. Qu'attendez vous, vous, de l'ANEF?

Brigitte BARDET

Enseignante au lycée François Villon à Paris

Dans un devoir d'une de mes classes de première, sur trente élèves, il y en avait six pour qui l'avortement était un génocide. Vous avez commencé à militer en fac mais pas au lycée. Comment expliquez-vous l'absence de mouvement dans les lycées? Bien qu'il ne soit pas question de remettre en cause la mixité, ne pensez-vous pas que l'institution soit en partie à l'origine de cette absence, dans la mesure où elle incarne une espèce de temple de l'égalité et empêche du coup une certaine violence entre les sexes de se formuler?

Samantha VIDAL

Mes souvenirs de lycée sont douloureux. Les garçons font pression sur les filles et leur domination est sans vernis, donc plus dure qu'après.

Claire LEMERCIER

L'imprégnation féministe ne se fait pas au lycée et pourtant ce serait le moment et ce serait important, aussi bien au niveau des choix d'études que de la façon de vivre l'accession à la maturité sexuelle, surtout pour les filles.

Françoise PICQ

Il est maintenant l'heure d'arrêter le débat. Avant de nous quitter, il faudrait se demander comment nous allons nous revoir et continuer les échanges.

Michèle FERRAND

Absolument, parce que j'ai été ravie de cet après-midi. Ça m'a fait vraiment plaisir que vingt ou trente ans plus tard, il y ait des nouvelles, des jeunes, qui plus est si sympathiques.

*Hélène Rouch
Fin de la table ronde*

Annexe 1: Faire-part de naissance

(Extrait du dossier de presse)

En avant toutes! Kesdonk??...

En avant toutes! naquit un beau matin d'hiver, de l'union de jeunes femmes et de jeunes hommes dynamiques et fort sympathiques, prenant conscience qu'ils vivaient dans un monde sans pitié (acquis des droits des femmes menacés par une remontée de l'ordre moral: projets de lois contre l'IVG régulièrement déposés à l'Assemblée nationale, tentative de mise en place d'un salaire "maternel" qui vise à renvoyer les femmes au foyer, inégalité sociale entre les hommes et les femmes, etc.).

En avant toutes! se bat

- pour l'égalité des salaires entre les hommes et les femmes,
- pour favoriser l'accès des femmes à la politique,
- pour lutter contre le sexisme sous toutes ses formes (campagne contre les pubs sexistes en particulier et les médias en général),
- pour la civilisation du temps choisi,
- pour en finir avec la double journée des femmes (réduction du temps de travail; sans perte de salaire, multiplication de crèches gratuites et proches des lieux de travail, collectivisation des tâches ménagères—euh non, là on blague!),
- pour une avancée sur la contraception et l'avortement (remboursement total des moyens de contraception et d'avortement, gratuité des préservatifs, autonomie de choix des mineures, etc.).

En avant toutes! s'organise dans les lieux de rassemblement de la jeunesse (quartiers, lycées, facs) et s'associera à toutes les actions, toutes les luttes, tous les combats qui permettront d'éveiller les consciences quant aux discriminations que rencontrent les femmes au quotidien.

Pour *En avant toutes!* le combat spécifique des femmes n'est pas coupé des autres luttes, au contraire. *En avant toutes!* milite pour une jonction avec les autres mouvements sociaux: chômeurs et précaires, antiracisme, écologie, pacifisme, etc.

En avant toutes! a organisé une Semaine Nationale d'Éducation Contre le Sexisme du 10 au 15 mars 1997, soutenue par le CLASH (Comité de Lutte Anti-sexiste et contre l'Homophobie de Grenoble), *Chiche!*, *Les Sciences Potiches se rebellent* et *Mafalda*.

Contact: 98 rue Jean-Pierre Timbaud - 75 011 Paris. Tél.: 01 47 00 72 29

Annexe 2: **Glossaire des sigles utilisés**

AGE	Association Générale des Étudiants
ANEF	Association Nationale des Études Féministes
APEF	Association Pour les Études Féministes (région Paris-Ile-de-France)
ATP	Action Thématique Programmée
AVFT	Association contre les Violences Faites aux Femmes au Travail
CADAC	Coordination des Associations pour le Droit à l'Avortement et à la Contraception
CADIS	Centre d'Analyse et d'Intervention Sociologiques
CARES	Collectif d'Action et de Réflexions pour l'Égalité entre les Sexes
CEDREF	Centre d'Enseignement, de Documentation et de Recherche pour les Études Féministes
CERIC	Centre d'Études et de Recherche Inter-européennes Contemporaines
CGT	Confédération Générale du Travail
CLEF	Centre Lyonnais d'Études Féministes
CNIS	Conseil National de l'Information Statistique
CNRS	Centre National de la Recherche Scientifique
COMAS	Commission Anti-Sexiste (UNEF-ID)
CP	Cours Préparatoire (1ère année d'école primaire)
CRIF	Centre de Recherches Interdisciplinaires sur les Femmes
DEA	Diplôme d'Études Approfondies
DEUG	Diplôme d'Études Universitaires Générales (1er cycle universitaire: deux premières années)
ENA	École Nationale d'Administration
FN	Front National
GEDISST	Groupe d'Études sur la Division Sociale et Sexuelle du Travail
GEF	Groupe d'Études Féministes (Paris VII)
GREMF	Groupe de Recherche Multidisciplinaire Féministe (Québec)
GRIF	Groupe de Recherche et d'Information Féministe
IRIS-TS	Institut de Recherches et d'Innovation Sociales - Travail et Société (Paris-Dauphine)
ITA	Ingénieurs, Techniciens et Administratifs
IVG	Interruption Volontaire de Grossesse (= avortement)
LICRA	Ligue Internationale Contre le Racisme et l'Antisémitisme
MFPF	Mouvement Français pour le Planning Familial
MLAC	Mouvement pour la Libéralisation de l'Avortement et de la Contraception
MLF	Mouvement de Libération des Femmes
NQF	<i>Nouvelles Questions Féministes</i>
PC(F)	Parti Communiste (français)
PS	Parti Socialiste
UFR	Unité de Formation et de Recherche
UFRAPS	Unité de Formation et de Recherche en Activités Physiques et Sportives
UNEF	Union Nationale des Étudiants de France
UNEF-ID	Union Nationale des Étudiants de France—Indépendance et Démocratie
u.v.	unité de valeur

